



Europe 2031

Se tromper sur l'IA : ce que cela nous
coûtera

*Par Daan Juijn, Stan van Baarsen, Judith Dada, Maximilian Negele, Lily
Stelling, Philip Fox, Alex Petropoulos et Michiel Bakker.*

Écriture et révision : Tom Chivers.

Europe 2031

La trajectoire actuelle de l'IA impose le programme politique le plus ambitieux de l'histoire de l'Europe d'après-guerre. Si nous ne nous y engageons pas dès maintenant, l'Europe perdra la capacité de façonner son propre avenir. Nous finirons marginalisés économiquement et politiquement, porteurs de valeurs que nous ne pourrions pas faire respecter, de systèmes de protection sociale que nous ne pourrions pas financer, héritiers de technologies que nous ne pourrions pas gouverner, et d'une alliance que nous ne pourrions pas maintenir.

Mars 2031 — Washington, D.C.

Caroline s'asperge le visage d'eau froide et se regarde dans le miroir de la salle de bains. Ses mains tremblent. Elle serre le bord du lavabo et attend que ça passe. Par la petite fenêtre en hauteur, elle aperçoit une tranche du ciel de Washington, plat et lumineux.

Dans le couloir, six personnes sont en train de décider du sort du continent européen. Elle ne sait pas si ce qu'elle a dit aura la moindre importance. Elle en doute.

Le texte que vous lisez est un scénario sur le glissement imminent de l'Europe vers son effacement, sur la façon dont l'IA l'y entraîne, et sur ce qu'il est encore possible de faire pour changer de cap.

Il se déploie à travers les personnages fictifs de Caroline Dubois, jeune fonctionnaire française spécialisée dans les politiques publiques à Bruxelles, et de Christian Vogt, jeune fondateur allemand d'une entreprise d'IA en pleine croissance qui vient de s'installer en Silicon Valley. S'ils sont nés de notre imagination, les événements qu'ils vivent sont, eux, réalistes.

Pour comprendre comment l'Europe s'est retrouvée dans cette salle, il faut revenir au début de l'année 2025 — car l'histoire que nous nous apprêtons à raconter est déjà bien engagée.

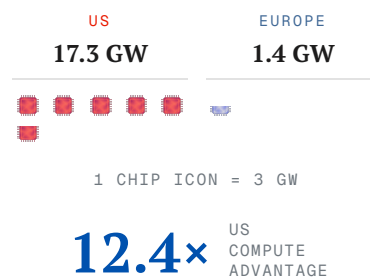
Janvier 2025 — DeepSeek : cherchez, et vous trouverez

Le bureau de Caroline Dubois est en ébullition. Ce matin, une entreprise chinoise, DeepSeek, a publié un nouveau modèle d'IA, R1. Il est peu coûteux et efficace, et — bien qu'aucune entreprise européenne n'ait joué le moindre rôle dans son développement — Bruxelles est en effervescence.

Caroline travaille sur les technologies numériques à la Direction générale du commerce et de la sécurité économique — DG TRADE, l'entité de la Commission européenne qui traite notamment des droits de douane et des contrôles à l'exportation. À vingt-huit ans, elle y est depuis trois ans et a le sentiment de gagner le respect de ses collègues et de ses supérieurs ; mais elle, à la différence d'eux, s'inquiète sérieusement de l'avenir de l'Europe, et les nouvelles autour de DeepSeek ne l'ont pas rassurée. Elle a récemment visité la Silicon Valley. C'est à 9 000 kilomètres de Bruxelles, mais ça paraît plus loin encore. L'idée que l'IA est en train d'enclencher une nouvelle révolution industrielle est un truisme en Californie ; dans les bureaux de la Commission européenne, elle tient presque de la science-fiction.

L'essor de R1 a enthousiasmé ses collègues parce qu'ils y voient la preuve irréfutable qu'il est possible d'entraîner une IA de pointe sans les ressources des géants de la Silicon Valley. Les décideurs européens sautent sur l'idée qu'il est possible de se montrer plus malins que les Américains, d'être petits, agiles et ingénieux, de s'en sortir sans les centaines de milliards de dollars engloutis dans des data centers aussi démesurés que ruineux et dans l'entraînement de modèles géants.

L'idée a du sens. DeepSeek aurait développé R1 pour une fraction du coût de ChatGPT (OpenAI) ou de Claude (Anthropic), mais pour autant qu'on puisse en juger, il est presque aussi puissant. Il dispose même de la nouvelle fonctionnalité de « raisonnement » que les modèles américains ont commencé à déployer, grâce à laquelle le modèle détaille son raisonnement sur un bloc-notes numérique (scratchpad). Et ses poids — les valeurs mathématiques qui font du modèle ce qu'il est — sont accessibles publiquement. N'importe qui peut faire tourner le modèle sur sa propre infrastructure, sans dépendre de la tech américaine.



Bien que quelque peu gagnée par l'optimisme ambiant à Bruxelles, Caroline n'est pas tout à fait prête à s'y joindre. Elle écoute attentivement les voix plus prudentes qui font observer que les grands gains d'efficacité ne sont pas une rareté — Anthropic, Google DeepMind et OpenAI en réalisent constamment. DeepSeek dispose de chercheurs brillants et a avancé vite, mais se heurtera bientôt aux limites de la puissance de calcul ; la Chine n'a tout simplement pas assez de compute pour entraîner des modèles toujours plus grands, depuis que l'Amérique a restreint les exportations des puces d'IA de pointe, que la Chine est incapable de produire elle-même. Ces voix soutiennent que trouver des gains d'efficacité est bien plus facile quand on dispose d'abondant compute pour les débusquer. Le PDG de DeepSeek lui-même a souligné que leur principal problème est l'interdiction américaine d'exportation de puces IA vers la Chine.

La Silicon Valley, dans l'ensemble, reste donc peu ébranlée par R1. Les hyperscalers ne ralentissent pas leurs gigantesques investissements dans l'IA. Quelques jours après R1, OpenAI publie o3-mini, un modèle plus impressionnant que R1, signe que la progression américaine reste soutenue.

À Bruxelles, la nouvelle d'o3 passe presque inaperçue. L'admettre reviendrait à accepter que l'accélération de l'IA se poursuit, portée par de grandes entreprises américaines dirigées par des PDG à qui on ne peut pas faire confiance.

Caroline ne sait pas trop quel camp rejoindre. Elle était en Californie il y a trois semaines, et ce qu'elle y a vu ne la quitte plus.

Elle avait séjourné chez Christian Vogt, un vieil ami rencontré lors de son programme d'échange à Berkeley cinq ans plus tôt ; elle venait de Sciences Po, lui de TU Munich, deux grandes universités européennes. Christian s'était installé à San Francisco trois ans plus tôt, au moment même où elle débutait à la Commission, pour fonder une entreprise spécialisée dans les modèles d'image et de vidéo. Sa startup IA était encore minuscule, mais elle venait de boucler un tour de table Series A et Christian, personnage extraverti, connaissait tout le monde.

La visite l'avait profondément remuée. Le rythme que s'imposaient les équipes de Christian était insensé — soixante-dix ou quatre-vingts heures par semaine, certains dormaient même au bureau. Et quand il l'avait emmenée à un dîner chez un autre fondateur de startup à Hayes Valley, elle

avait trouvé les conversations presque incompréhensibles ; non pas à cause des détails techniques, mais à cause de la conviction profonde que le monde allait changer radicalement. « D’ici janvier 2026, je pense que la majeure partie de mon code sera écrite par Claude », avait dit un invité sur un ton parfaitement naturel. L’hôte avait dit qu’il avait arrêté de recruter des développeurs juniors parce que ChatGPT se débrouillerait bientôt mieux qu’eux pour le code de niveau débutant. Quelqu’un avait mentionné en passant que selon lui, l’intelligence artificielle générale (AGI) — une IA plus performante que n’importe quel être humain dans la plupart des tâches — était probablement à deux ou trois ans. Caroline avait demandé ce que cela signifierait pour l’Europe, qui ne dispose pas d’un secteur IA compétitif. Mais personne autour de la table n’avait vraiment réfléchi à l’Europe, sinon comme à un potentiel casse-tête réglementaire.

Dans le Waymo en direction de l’appartement de Christian, Caroline lui avait dit qu’elle trouvait l’ensemble de la visite déstabilisant. Christian avait ri et lui avait assuré qu’après quelques mois en Silicon Valley, elle se mettrait elle aussi à « feel the AGI ». Caroline s’était demandé si Christian et ses pairs étaient prisonniers d’une étrange bulle, voire d’une secte, ou si c’était elle qui vivait dans un monde déjà en train de s’effacer.

De retour à Bruxelles, elle avait envisagé de raconter à son directeur ce qu’elle avait vécu lors de son voyage, mais elle ne savait pas comment le faire passer. Les gens qu’elle avait rencontrés figuraient parmi les plus intelligents qu’elle ait jamais croisés. Ils étaient calmes, incisifs, et paraissaient bien informés. Elle ressentait une forte envie de prendre au sérieux ce qu’ils lui avaient dit et d’inciter les autres à faire de même. Et pourtant leurs affirmations auraient paru délirantes dans une salle de réunion de la Commission, à l’autre bout du monde. Alors elle n’avait rien dit.

Le lendemain de la publication de R1, son téléphone vibre. C’est Christian.

Christian: ok donc bruxelles crie victoire pour deepseek ???

Caroline: Mon directeur pense que ça prouve qu'on peut rattraper le retard...

Christian: lol

Christian: la leçon c'est que les modèles de raisonnement fonctionnent et que la chine peut les construire

Christian: aussi, o3-mini est meilleur et personne n'en parle

Christian: ton directeur devrait venir à SF

Caroline: Si seulement.

Elle repose le téléphone. Elle n'est pas certaine que Christian ait raison, mais elle n'est pas certaine qu'il ait tort non plus. Les voix prudentes à propos de R1 lui semblent raisonnables. Tout comme les voix enthousiastes.

Février 2025 — Plug, baby, plug

Trois semaines après R1, Emmanuel Macron accueille le Sommet pour l'action sur l'IA à Paris.

La série de sommets avait été fondée autour de la sécurité et de la coordination internationale — l'édition 2023 au Royaume-Uni avait été baptisée Sommet sur la sécurité de l'IA — mais l'édition 2025 est différente. L'environnement géopolitique s'est durci. La Russie avance en Ukraine ; Donald Trump est de retour à la Maison-Blanche depuis quinze jours et menace déjà d'imposer des droits de douane sur les produits européens. L'Europe est désormais centrée sur la compétitivité. Et le calendrier est favorable : DeepSeek aurait apparemment démontré que le rattrapage est possible, et pourrait même ne pas coûter trop cher. L'Europe veut signaler qu'elle prend l'IA au sérieux.

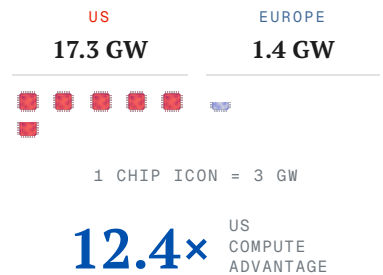
La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, annonce un Fonds InvestIA de 200 milliards d'euros, qui inclut une Initiative pour les gigafactories d'IA de 20 milliards d'euros destinée à construire quatre à cinq grands data centers IA sur le sol européen. Macron vante la France comme le meilleur endroit en Europe pour construire de l'IA : avec toute son énergie nucléaire, les développeurs peuvent simplement « plug, baby, plug ».

Après trois ans à Bruxelles, Caroline sait qu'il faut regarder au-delà des chiffres annoncés. Les 200 milliards d'euros relèvent en grande partie d'un fléchage de fonds existants, assorti de l'espoir que l'industrie européenne y mettra elle-même son propre argent. Seule une fraction est véritablement nouvelle, et même celle-là est étalée sur cinq ans. Elle frémit en la comparant aux investissements dans les data centers annoncés par les hyperscalers américains, qui devraient dépasser 400 milliards de dollars en 2025. Malgré tout, elle espère que l'Europe se réveille.

Christian: 200 milliards ?

Caroline: C'est un vœu pieux.

Christian: les américains ont vraiment de l'argent



Christian: le truc au texas est en train de se construire maintenant

Christian: genre il y a des bulldozers

Caroline: Je sais.

Christian: comment bruxelles vit altman, ellison, masayoshi son sur une scène avec trump

Caroline: Disons que c'est pas leur truc.

Que les signaux aient changé ou non, une partie de l'énergie positive est éclipsée quand le vice-président américain JD Vance prononce un discours agressivement antieuropéen lors du sommet. Il renouvelle l'exercice deux jours plus tard à la Conférence sur la sécurité de Munich. Les dirigeants européens présents dans le public sont filmés en train de se mordre la langue.

Dans les semaines qui suivent, les supérieurs de Caroline arrivent à une conclusion. La relation transatlantique est effectivement brisée.

Washington ne peut plus être digne de confiance, ni en matière de défense, ni en matière d'énergie, et certainement pas — c'est désormais clair — en matière de technologie. La « souveraineté » devient le nouveau mot d'ordre dans les capitales européennes.

Mais la souveraineté est plus facile à annoncer qu'à construire, et il n'est pas certain que l'élan aboutisse à quoi que ce soit, du moins dans le domaine de l'IA. Caroline soupçonne que si les dirigeants professent leur attachement aux nouvelles technologies, leur scepticisme est toujours bien présent. Un de ses collègues, un haut fonctionnaire chevronné qu'elle apprécie, laisse entendre lors d'un déjeuner peu après les discours de Vance qu'il pense que de vastes data centers ne sont probablement pas nécessaires pour que l'IA fonctionne, précisément parce que Sam Altman, Larry Ellison et Donald Trump se sont tous retrouvés sur une scène pour l'affirmer. C'est une position simpliste mais compréhensible, songe Caroline : à Bruxelles, le scepticisme envers Trump et l'élite de la Silicon Valley est profondément ancré. Mais elle s'inquiète : que ce soient eux qui affirment qu'il fait jour ne prouve pas pour autant qu'il fait nuit dehors.

Août 2025 — Des bulles, toujours des bulles

L'enthousiasme européen pour l'IA retombe après Paris. Le sommet avait été spectaculaire, mais les mois suivants sont faits de politiques publiques lentes, denses et peu glamour. Construire un écosystème IA continental exige des choses que les annonces seules ne peuvent pas faire naître — des talents, du capital, une source d'énergie — ainsi que le savoir-faire et la volonté de les coordonner. La nature largement illusoire des 200 milliards d'euros est désormais de notoriété publique, et l'essentiel de l'euphorie initiale s'est dissipé.

Aux États-Unis, aucun ralentissement de ce type. La bataille pour les talents s'intensifie : Meta, qui a pris du retard sur la frontière technologique, débauche les meilleurs chercheurs de ses rivaux à des salaires qui font passer les footballeurs de Premier League pour des sous-payés. Mark Zuckerberg leur mitonne même de la soupe pour les attirer. L'administration Trump publie sa stratégie nationale pour l'IA, intitulée « Winning the Race », qui décrit la transition vers l'IA comme « une révolution industrielle, une révolution de l'information et une renaissance — tout à la fois ».

Les Européens, qui se croient plus enracinés dans le réel que les Américains, trouvent la rhétorique surchauffée et les messagers peu fiables. Caroline entend régulièrement l'expression « bulle spéculative ». Ses collègues ont déjà vu des dirigeants tech exagérer l'utilité de leurs produits : « Vous vous souvenez des NFT ? », dit l'un d'eux. « Ces images de singes que les gens achetaient 50 000 dollars ? »

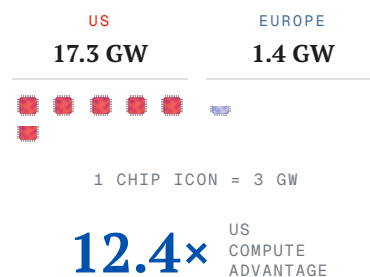
Christian: ça avance comment le discours sur la bulle

Caroline: C'est partout. Mon directeur l'a dit trois fois lors d'une réunion hier.

Christian: attends qu'ils voient les chiffres de revenus d'anthropic

Christian: ils vont faire 9 milliards cette année

Christian: contre genre 1 milliard l'année dernière.



Christian: c'est carrément énoorme

Caroline: Je vais le mentionner.

Christian: tu le feras pas

Elle le mentionne quand même. Personne ne semble très enthousiaste. Certains collègues font remarquer qu'Anthropic ne réalise toujours pas de bénéfices.

Le discours autour d'une « bulle » se renforce avec la sortie de GPT-5. OpenAI fait monter la pression autour du modèle : Sam Altman publie une image de l'Étoile de la Mort ; des employés parlent de « l'année de l'agent IA ». Mais pour le grand public, le modèle lui-même est quelque peu décevant, essentiellement une version plus aboutie du modèle o3 existant. Il continue à « halluciner » et fait des erreurs stupides.

À Bruxelles, les sceptiques de l'IA crient de nouveau victoire. « Je vous avais dit que l'IA butait contre un mur », dit le collègue de Caroline en lui offrant une bière sur la place du Luxembourg. Il le dit avec bienveillance. Caroline est devenue, au cours des derniers mois, connue dans son unité comme la chante de l'IA — une étiquette qu'elle n'est pas sûre de mériter. Elle n'est pas encore certaine que ses collègues aient tort ; elle convient que GPT-5 était vraiment décevant. Peut-être que les Américains exagèrent. Peut-être que Bruxelles a raison.

D'un autre côté, certains experts affirment que GPT-5 correspond globalement à ce que l'on pouvait attendre compte tenu de la courbe de progression ; o3 ne date que de quelques mois. Mais les sceptiques européens de l'IA sont sourds à ces arguments, compte tenu de la maladresse marketing d'OpenAI, qui a trop promis pour ensuite ne pas tenir ses promesses.

Caroline: Qu'est-ce que tu penses de GPT-5 ?

Christian: c'était raté. ils auraient dû l'appeler o3.

Christian: mais la capacité sous-jacente continue de progresser

Christian: on utilise o3 dans notre pipeline depuis des mois et c'est dingue

L'argent continue de se déverser dans les grands laboratoires américains et la course à la construction de data centers se poursuit, mais cet argent semble rebondir dans tous les sens comme une balle de ping-pong — Oracle et OpenAI signent un accord de 300 milliards de dollars, dont la majeure partie sera dépensée en puces NVIDIA ; NVIDIA s'engage à son tour à investir 100 milliards de dollars dans OpenAI. À San Francisco, ces accords sont perçus comme la preuve du caractère transformateur de la technologie — les anciennes règles ne s'appliquent plus. À Bruxelles, ils ressemblent aux credit default swaps de 2007 : complexes, circulaires, instables, et susceptibles de mal finir.

C'est pourquoi la levée de fonds de 1,7 milliard d'euros par l'entreprise française Mistral — en grande partie auprès du fabricant néerlandais de machines de lithographie ASML — est saluée comme une grande victoire pour l'Europe, bien que son tour de financement soit vingt fois plus petit que celui d'OpenAI. Le discours sur la bulle signifie que peu d'Européens s'inquiètent de voir les entreprises IA disposer de trop peu d'argent. Si l'IA et les plus grandes levées de fonds sont surestimées, il n'y a pas lieu de se précipiter.

Novembre 2025 — Mondes à part

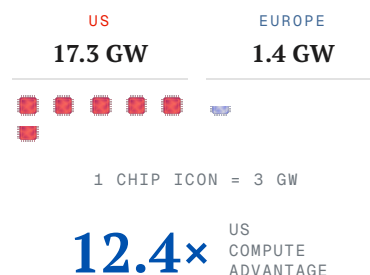
En novembre, Anthropic publie Claude Opus 4.5. Pas de tweet avec l'Étoile de la Mort, pas de compte à rebours, pas d'événement. Le modèle est bon — meilleur que GPT-5, de l'avis de la plupart — mais sa sortie est, aux standards de 2025, peu spectaculaire.

Ce qui est spectaculaire, c'est ce que les gens commencent à en faire.

La percée des agents IA est arrivée, mais pas comme on se l'imaginait. Dans un premier temps, au printemps et pendant l'été, les grands laboratoires avaient publié divers produits qui contrôlaient directement votre ordinateur. Ils déplaçaient votre souris, remplissaient des formulaires en ligne, cliquaient à travers des parcours de réservation. Séduisants en théorie, la plupart de ces outils ne fonctionnaient pas en pratique. Beaucoup de ceux qui les avaient essayés avaient conclu que les agents IA n'étaient pas encore prêts pour le grand public.

Ce qui fonctionne, en revanche — on le comprend maintenant —, ce sont les agents qui écrivent du code. Claude Code d'Anthropic, un outil en ligne de commande (CLI), devient — une fois couplé au nouveau Claude Opus 4.5 — la surprise de l'année. L'ami de Christian avait raison : quand janvier arrive, la plupart des lignes de code dans Hayes Valley sont bien écrites par de l'IA. Les développeurs comprennent rapidement que le code est l'interface universelle : si vous pouvez écrire du code, vous pouvez faire tout ce qu'un ordinateur peut faire. Vous voulez envoyer un e-mail ? N'ouvrez pas Gmail ; "Claude Code, écris un script". Vous voulez organiser des documents ? "Claude Code, écris un script".

À San Francisco, cela devient une pratique courante. On parle de « Claude Code mania ». Les développeurs brûlent des milliers de dollars par mois en tokens, refusant d'aller dormir sans avoir d'abord mis en file d'attente des tâches nocturnes que Claude devra avoir terminées au matin. Ils ont de bonnes raisons de penser qu'ils sont les grands gagnants du marché : les gains de productivité sont extraordinaires. Anthropic devient l'entreprise à la croissance la plus rapide de l'histoire.



Christian: la plupart de notre code est maintenant écrit par claud

Christian: je veux pas dire assisté je veux dire entièrement écrit de bout en bout

Christian: mes ingénieurs le gèrent comme une équipe junior

Christian: sauf qu'il ne dort jamais :D

Caroline: C'est bon pour tes ingénieurs ?

Christian: pour l'instant oui

Christian: énorme gain de productivité

Christian: les labos l'utilisent en interne et leur progression s'accélère

Christian: genre accélération perceptible

Christian: aussi ils publient un nouveau claud opus tous les trois mois maintenant

Christian: avant c'était tous les six mois

Caroline lit les messages dans le métro en allant au travail. Le temps d'arriver à son bureau, elle a décidé d'en parler lors de la réunion matinale de son unité.

Ça ne se passe pas bien. Elle évoque les gains de productivité, les nouveaux chiffres de revenus, le cycle de publication accéléré, les laboratoires qui utilisent leur propre IA pour construire leurs prochains modèles. La salle est polie. Quelqu'un lui demande si elle dispose d'études avec comité de lecture démontrant les gains de productivité. Quelqu'un d'autre observe gentiment que les agents IA grand public ont été une déception tout au long de l'année. Caroline dit que les agents grand public ne sont pas le sujet ; l'auto-amélioration de l'IA, si. La réunion passe à autre chose.

De toute façon, la politique interne de la Commission interdit de fait à ses collègues d'utiliser Claude ou ChatGPT sur leurs appareils professionnels. Les outils IA américains autonomes sont considérés comme un risque pour la protection des données. La Commission propose son propre « GPT », qui est essentiellement une interface autour de quelques vieux petits modèles open source. Les personnes censées réguler les systèmes d'IA de pointe ne peuvent, pour la plupart, pas les utiliser.

Elle rentre dans son bureau profondément frustrée par l'obstination de ses collègues, en essayant de se rappeler à quel moment, exactement, elle avait cessé de douter des capacités de l'IA.

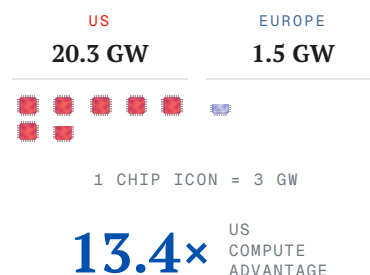
Février 2026 — Guerre sur deux fronts

Le premier semestre 2026 n'est pas, à proprement parler, le moment idéal pour que l'Europe avance sur sa politique en matière d'IA. Les événements s'enchaînent. En janvier, des forces spéciales américaines font une descente à Caracas et enlèvent Nicolás Maduro. Quelques jours plus tard, Trump menace d'envahir le Groenland. En février, les États-Unis et Israël bombardent l'Iran. Les prix du pétrole s'envolent. Trump menace de quitter l'OTAN si les alliés européens n'envoient pas de navires pour aider à rouvrir le détroit d'Ormuz.

Puis le département de la Guerre (DoW) entre en guerre contre Anthropic.

La rupture est causée par un différend contractuel. Anthropic a loué ses modèles au DoW, et ceux-ci sont devenus au fil du temps essentiels à ses opérations militaires, y compris celles au Venezuela. Le contrat prévoyait deux lignes rouges : Claude ne peut pas encore être utilisé pour des armes létales entièrement autonomes, et il ne peut pas servir à la surveillance de masse des citoyens américains. Anthropic a insisté sur ces conditions dès le début.

Le Pentagone veut désormais les renégocier, et lorsqu'Anthropic refuse, le différend s'emballe rapidement. Dans un premier temps, le DoW menace de contraindre Anthropic à fournir un accès sans restriction via le Defense Production Act (loi américaine de production pour la défense) ; puis il fait l'inverse — il désigne l'entreprise comme un risque pour la chaîne d'approvisionnement, une qualification habituellement réservée aux sociétés que le gouvernement considère comme compromises par des puissances étrangères hostiles. Selon le secrétaire à la Guerre, cette désignation interdit à toute autre entreprise travaillant avec le Pentagone de faire affaire avec Anthropic, ce qui reviendrait à détruire la société — après tout, les fournisseurs de puissance de calcul d'Anthropic travaillent tous avec le DoW.



Caroline: qu'est-ce qu'il faudrait pour qu'Anthropic s'installe dans l'UE ?

Christian: ils ne le feront pas

Christian: ils sont patriotes. ils veulent que l'Amérique gagne.

Christian: tu pourrais essayer de supprimer la réglementation sur le droit d'auteur et les protections du travail

Christian: régler les autorisations de construction de data centers. constructions massives. avantages fiscaux

Caroline: ça ne passera pas. on n'est pas en Silicon Valley.

Christian: tu peux au moins rendre l'europe plus attractive pour qu'ils y développent leurs activités

Caroline: les gens ici ont peur qu'ils s'installent à Londres.

Christian: pourquoi ce serait un problème ?

Caroline est suspendue à l'actualité. Les pièces du puzzle commencent à s'assembler. Le gouvernement américain s'est réveillé face à l'IA et, ne pouvant en contrôler le développement, tente désormais d'assassiner l'entreprise qui la construit. À Bruxelles, les fonctionnaires ont l'interdiction d'utiliser des outils d'IA de pointe pour rédiger des notes ; à Washington, on les utilise pour planifier des opérations militaires.

Anthropic obtient une injonction provisoire contre la désignation comme risque pour la chaîne d'approvisionnement, mais la relation entre l'entreprise et le gouvernement est désormais tendue.

Mars 2026 — La frontière sauvage

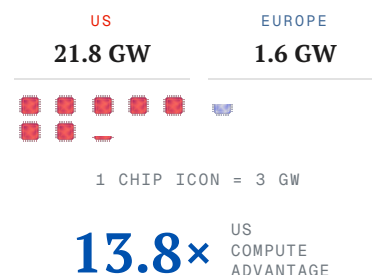
En novembre dernier, la France, l'Allemagne et la Commission européenne avaient annoncé l'Initiative pour l'IA de pointe. Le plan était de créer, d'ici la fin du premier trimestre 2026, l'organisation de recherche en IA à but non lucratif la mieux dotée au monde. L'Europe, précisait l'annonce, dispose de tous les talents et des données nécessaires, et développe sa puissance de calcul via ses gigafactories. Ce qui lui manque, c'est une initiative capable de fédérer ces atouts. En coulisses, l'enthousiasme était réel.

Mais quand le premier trimestre s'achève, l'organisation à but non lucratif n'existe pas. Créer un institut de recherche de rang mondial est difficile, surtout lorsqu'on est ébranlé par une crise géopolitique après l'autre. Ce qui n'arrange rien non plus, c'est que les conseillers de l'initiative se contredisent radicalement : certains affirment que les LLM sont une impasse pour atteindre l'AGI, et que l'organisation à but non lucratif devrait chercher un nouveau paradigme. D'autres veulent trouver une niche particulière — l'IA pour la science, l'IA pour l'industrie. D'autres encore parlent de se préparer à l'avenir de l'informatique quantique. Parmi les personnes que la Commission a décidé de consulter, le consensus est introuvable.

L'argent manque également. La France croule sous les dettes ; le nouveau cycle budgétaire de la Commission européenne ne débutera pas avant deux ans ; l'Allemagne a de l'argent mais vient de s'engager à se doter de l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe.

Si l'Initiative pour l'IA de pointe n'est pas suffisamment financée, elle sera incapable d'offrir la puissance de calcul ou les packages de rémunération susceptibles de rivaliser avec les géants américains — et donc difficile d'y recruter des talents de premier plan. Sans talents de premier plan, il est difficile d'obtenir davantage de financements. Des rumeurs circulent selon lesquelles l'Initiative pour l'IA de pointe est prise dans la spirale bien connue des ambitions technologiques européennes : les institutions hésitent à s'engager tant que ça ne fonctionne pas, et ça ne peut pas fonctionner sans engagement.

En mars, OpenAI lève 122 milliards de dollars en un seul tour de table.



Caroline: tu connais quelqu'un qui serait un bon directeur pour l'initiative ?

Christian: avec un salaire de bruxelles ?

Caroline: les gens semblent ouverts à des exceptions

Christian: je vais demander autour de moi

Christian: tu sais que ça ne marchera que si vous supprimez toute la paperasse hein

Christian: comme l'uk l'a fait

Christian: btw t'as vu le chiffre d'openai ?

Caroline: oui.

Christian: c'est plus que tout ce que les entreprises européennes d'IA ont levé cumulées

Christian: en un seul tour de table

Avril 2026 — Mythos

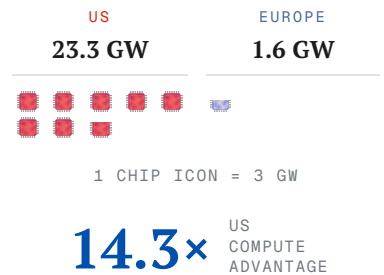
Anthropic annonce Claude Mythos, le modèle d'IA le plus performant à ce jour.

Les tests internes d'Anthropic ont révélé que le modèle est si compétent en matière de codage et de recherche en sécurité informatique qu'il a permis d'identifier des milliers de vulnérabilités jusqu'alors inconnues, et ce dans tous les grands systèmes d'exploitation et navigateurs web. Certaines datent de plusieurs décennies, non détectées dans des bases de code passées en revue par des milliers de développeurs et de chercheurs en sécurité pendant de nombreuses années. Mythos les a trouvées en quelques semaines.

Presque du jour au lendemain, Anthropic est devenu l'une des organisations les plus avancées de la planète en matière de cybersécurité. L'entreprise décide que Mythos ne peut pas être publié avant que les défenseurs numériques aient eu la possibilité de corriger les failles restantes dans leurs logiciels.

La société lance le Projet Glasswing : une coalition offrant un accès exclusif à Mythos à un petit groupe de partenaires — dont AWS, Apple, Google, Microsoft, Nvidia, CrowdStrike — afin de détecter les vulnérabilités avant que des adversaires ne puissent les exploiter. L'objectif est de sécuriser l'infrastructure logicielle américaine avant que les modèles open source n'atteignent des capacités offensives comparables, ce qu'Anthropic estime possible dans un délai de six à douze mois.

L'AI Security Institute britannique — qui a développé une expertise étatique de pointe en matière d'IA — est invité à participer aux tests, mais aucune entreprise ni aucun gouvernement européen n'y a accès.



Christian: tu as entendu parler de glasswing
j'imagine

Caroline: oui.

Christian: il n'y a pas une seule entreprise
européenne dedans

Caroline: j'en suis consciente.

Christian: toute la pile logicielle du continent va être vulnérable face aux capacités d'IA américaines

Christian: est-ce que quelqu'un à bruxelles comprend vraiment ce que ça signifie

Beaucoup d'Européens sont sceptiques quant à la puissance revendiquée de Mythos. « Ils survendent leurs produits », se moque un juriste en droit agricole de la Commission européenne assis à la table voisine de Caroline à la cantine. « Oh non, on a fabriqué une arme nucléaire. Mais pas de panique, on peut vous vendre un abri anti-bombes ! » Lorsque Caroline s'y oppose, le juriste fait valoir qu'il est impossible de vérifier les affirmations d'Anthropic si le modèle n'est pas publié. « Comme c'est pratique ! »

Caroline peine à contenir sa frustration. Pourquoi toutes ces grandes entreprises s'associeraient-elles publiquement au Projet Glasswing si tout n'était qu'une arnaque ? Comment Mozilla a-t-il pu identifier vingt fois plus de vulnérabilités ce mois-ci qu'en temps normal ? Elle travaille toute la nuit à la rédaction d'une note sur les implications stratégiques de l'exclusion de l'Europe de Glasswing, et parvient à décrocher un briefing d'urgence auprès de son directeur, qui se montre bien plus réceptif.

Au cours des semaines suivantes, l'UE et les gouvernements des États membres pressent Anthropic de leur accorder l'accès — les dirigeants savent reconnaître une menace pour la sécurité nationale. Anthropic est prudent mais ouvert au dialogue. Mais lorsque la société annonce finalement vouloir étendre l'accès à Mythos à soixante-dix organisations supplémentaires — dont beaucoup sont européennes —, la Maison-Blanche s'y oppose. Ce n'est pas sûr, dit-elle. De plus, la puissance de calcul d'Anthropic est limitée ; davantage de partenaires signifie moins de capacité pour les besoins de calcul du gouvernement américain.

Un mois plus tôt, l'administration américaine voulait rayer Anthropic de la carte. Désormais, elle veut que le modèle le plus puissant de la société reste largement réservé à son propre usage. Elle trouve un arrangement pour permettre à ses agences d'accéder à Mythos via Glasswing tout en maintenant en vigueur la désignation comme risque pour la chaîne d'approvisionnement. Soudain, la Maison-Blanche décide qu'elle peut très bien s'accommoder d'Anthropic. Le président continue de qualifier Anthropic de « woke », mais ajoute désormais « très intelligent ».

Juin 2026 — Désillusions

Après dix-huit mois d'attente, DeepSeek a publié son prochain modèle, V4. Il est impressionnant compte tenu des ressources limitées de l'entreprise, mais accuse toujours au moins six mois de retard sur l'état de l'art américain. DeepSeek reconnaît manquer de puissance de calcul pour déployer le modèle à grande échelle. L'entreprise qui avait un temps convaincu l'Europe que la puissance de calcul n'avait pas d'importance demeure plus que jamais limitée par la puissance de calcul.

L'Europe souffre encore davantage que la Chine. Mistral a pris encore plus de retard. La société est parvenue à lever 830 millions d'euros supplémentaires, dans un tour de table 150 fois inférieur au plus récent d'OpenAI. Assoiffée de capitaux, Mistral a commencé à approcher des investisseurs américains. Une rumeur éclate selon laquelle SpaceX, le conglomérat de fusées et d'IA d'Elon Musk, envisagerait une acquisition.

Christian: mistral pourrait vraiment se vendre à spacex

Caroline: le gouvernement français ne laisserait jamais ça arriver.

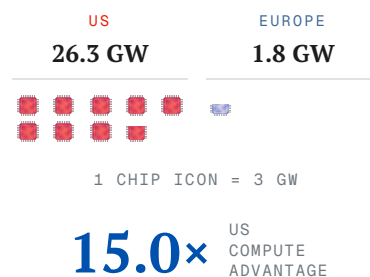
Christian: ils ont besoin d'accéder à des quantités massives de compute et de capitaux pourtant

Christian: je pense qu'ils vendent ou qu'ils continuent leur pivot vers le conseil

Christian: dans tous les cas, c'est la fin de l'IA de pointe européenne

Christian: genre c'est fini. il n'y a personne d'autre derrière

Du côté des infrastructures, l'histoire est tout aussi sombre. Le plus grand superordinateur d'IA aux États-Unis consomme 1 250 mégawatts. Le plus grand d'Europe tourne à 83. Le plan des gigafactories est très en retard sur le calendrier, avec une mise en service attendue repoussée à 2029. Les contraintes budgétaires signifient que les ambitions seront revues à la



baisse. Même si une gigafactory devait tomber du ciel demain, entièrement construite, elle représenterait environ un dixième du plus grand data center d'IA américain. L'Europe n'héberge que cinq pour cent de la puissance de calcul mondiale consacrée à l'IA. Les États-Unis en hébergent quatre-vingts.

Certes, il y a aussi quelques bonnes nouvelles : SoftBank, la même société qui était montée sur scène avec le président Trump, a promis d'investir 45 milliards de dollars sur les cinq prochaines années pour construire des data centers d'IA en France. Mais Caroline a appris à prendre ces promesses avec des pincettes. Fluidstack, un fournisseur de cloud qui projetait de construire un data center à l'échelle du gigawatt près de Paris, a récemment abandonné l'idée et, pour aggraver les choses, a déplacé son siège de Londres vers les États-Unis. OpenAI a également renoncé à ses propres plans pour construire un grand data center au Royaume-Uni, invoquant des obstacles réglementaires.

Lorsqu'en juin l'UE annonce son très attendu paquet sur la souveraineté technologique, Caroline est partagée. D'un côté, le diagnostic est juste : l'Europe est effectivement devenue trop dépendante de la tech américaine. L'une de ses solutions s'est également glissée dans le paquet, sous la forme d'une proposition de zones où l'industrie pourrait construire des data centers d'IA à rythme accéléré. De l'autre côté, le compte n'y est pas. L'objectif affiché de l'UE est d'attirer 200 milliards d'euros de capitaux privés pour les data centers d'IA d'ici 2036 — soit un quart de ce que les hyperscalers américains dépensent en 2026 pour la seule année en cours. Lorsqu'elle explique la situation à un ami, celui-ci constate : « Donc vous proposez un programme décennal de la taille de leur capex trimestriel et vous appelez ça une mobilisation historique ? »

Au terme de longues négociations, un groupe restreint d'Européens s'est vu promettre l'accès à Mythos. Mais pendant que les services juridiques peaufinent encore les détails contractuels, Anthropic est déjà en train d'entraîner Mythos 2.0. Pire encore, le président américain vient de signer un décret présidentiel (Executive Order) demandant aux entreprises d'IA de pointe d'autoriser « volontairement » le gouvernement américain à examiner leurs modèles pour détecter les risques cyber, et permettant aux agences gouvernementales d'accéder à ces modèles avant leur sortie. Les détails sont lacunaires, mais la structure est suffisamment claire. Tout modèle assez puissant pour avoir de l'importance — un « modèle de pointe visé » selon les termes du décret — passe désormais par Washington en

premier : le gouvernement dispose d'un accès fédéral exclusif pouvant aller jusqu'à trente jours avant la publication, et d'un droit de regard sur les « partenaires de confiance » qui pourront utiliser le modèle avant sa sortie.

Caroline lit le texte deux fois. La fenêtre de trente jours est gérable, mais le pouvoir de désigner les partenaires signifie que le choix de qui aura accès au modèle tant qu'il garde une longueur d'avance sur l'open source relève désormais de Washington, via un processus confidentiel, sans aucune raison d'y faire figurer un acteur européen.

Christian: t'as vu le décret ?

Christian: à partir de maintenant c'est glasswing mais pour chaque modèle de dernière génération

Christian: il n'y a aucune clause sur les alliés. pas une seule

Caroline: je sais.

Christian: donc si l'europe a accès en avant-première aux modèles de pointe

Christian: c'est désormais une décision discrétionnaire de la NSA

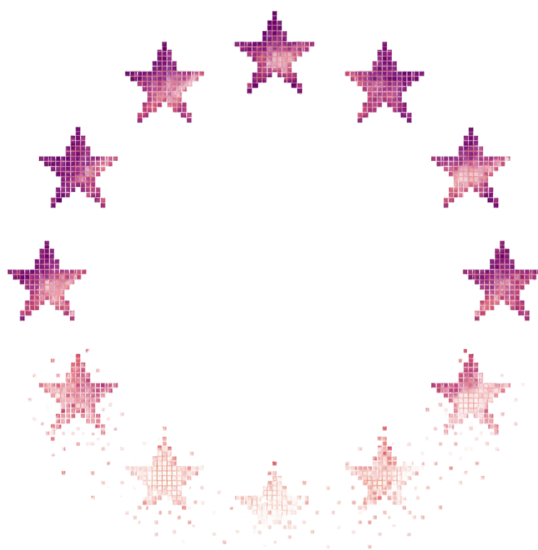
Christian: tous les trois mois, pour toujours

Entre-temps, Anthropic et OpenAI continuent d'afficher une croissance exponentielle de leurs revenus ; la première est en bonne voie pour atteindre 100 milliards de dollars en revenus annualisés d'ici la fin de l'année, et a signé des contrats d'urgence en matière de compute pour servir sa clientèle en rapide expansion. Dans les laboratoires d'IA, les processus de travail internes évoluent désormais tous les mois environ, les modèles rendant possible de nouvelles façons de travailler. Les chercheurs en IA gèrent des essais d'agents qui prennent en charge l'essentiel de leur travail de codage. L'IA contribue à sa propre R&D, s'améliorant elle-même, et utilise ces gains pour s'améliorer plus vite. Quelques mois plus tôt, la Réserve fédérale américaine avait publié des travaux montrant que les niveaux d'emploi parmi les ingénieurs logiciels débutants sont

nettement inférieurs aux prévisions. Les actions des éditeurs de logiciels s'effondrent, les investisseurs estimant que les modèles d'IA spécialisés dans le codage vont leur couper l'herbe sous le pied.

Caroline avait anticipé une grande partie de tout cela depuis dix-huit mois, mais n'a rien pu changer de significatif.

Le Scénario



Tout ce que nous avons décrit jusqu'ici s'est réellement produit — seules les histoires personnelles de Caroline et de Christian sont inventées. À partir d'ici, nous commençons à spéculer. Nous cessons de citer des entreprises d'IA nommément et faisons référence à des acteurs fictifs : Atlas pour la principale entreprise américaine d'IA, Helios pour la principale entreprise européenne, et Zimo pour la principale entreprise chinoise.

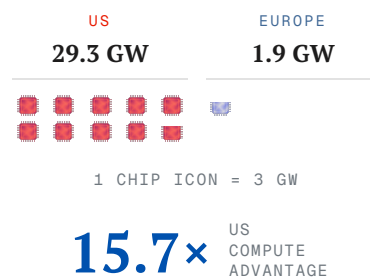
Août 2026 — La bifurcation

En février, le chancelier allemand avait effectué une visite d'État en Chine. À Hangzhou, il avait visité des usines chinoises de véhicules électriques et de robotique. Des initiés avaient rapporté qu'il en était revenu dégrisé, animé d'un sentiment d'urgence nouveau et de plus en plus convaincu que les industriels allemands risquaient de se laisser nettement distancer par leurs concurrents chinois, à moins que le secteur n'accélère le rythme. Il programma désormais un voyage similaire à San Francisco. Au cours des derniers mois, des personnes qu'il respecte – des chefs d'entreprise et économistes allemands, des banquiers américains – lui ont dit que la révolution de l'IA est bien réelle. Il veut en juger par lui-même. Une délégation industrielle l'accompagne.

Le chancelier n'est pas homme à se laisser facilement impressionner, mais il revient de ce nouveau voyage plus silencieux qu'à son départ. Il a compris que les élites européennes n'ont pas bien saisi ce que représentent les dix-huit derniers mois. Pendant qu'elles débattaient de savoir si l'IA allait se heurter à un mur, la technologie progressait plus vite que même les plus optimistes ne l'avaient prédit. Pendant qu'elles sous-estimaient l'importance de l'IA, celle-ci révolutionnait le génie logiciel et la cybersécurité. Et pendant qu'elles saluaient leurs initiatives d'IA souveraine, leur dépendance vis-à-vis des fournisseurs américains ne faisait que s'approfondir.

Dans les jours suivants, il enchaîne une série de longs appels téléphoniques avec le président français et la présidente de la Commission européenne. Tous trois ont le sentiment que l'Europe a atteint un point d'inflexion. L'IA continuera de progresser. Il n'y a aucune bonne raison de croire qu'elle s'arrêtera au niveau humain. Elle va recomposer les marchés du travail, les architectures de sécurité et l'équilibre des forces entre les continents. L'Europe est dépendante et mal préparée. Si le navire doit virer de bord, c'est maintenant.

La question est de savoir comment. Leurs conseillers techniques plaident pour une carte blanche réglementaire totale accordée aux fournisseurs de data centers et aux autres entreprises de la chaîne d'approvisionnement matérielle. Seule une réponse extrême est à la hauteur des enjeux, disent-ils. L'IA va déclencher une nouvelle révolution industrielle, et si l'Europe ne s'industrialise pas rapidement, elle sera distancée. L'Europe doit se mouvoir plus vite qu'elle ne l'a jamais tenté en temps de paix.



Leurs conseillers politiques implorent une ligne plus mesurée, avertissant que leurs gouvernements pourraient ne pas survivre au retour de bâton populaire qu'engendrerait un tel ensemble de mesures. Les citoyens n'aiment pas l'IA ; la France, l'Allemagne et l'UE font face à de nombreux autres défis importants, et seule une infime fraction des électeurs en comprendra la nécessité. La « réponse efficace », disent-ils, risque surtout d'être efficace pour briser des carrières politiques.

Septembre 2026 — Une vision positive

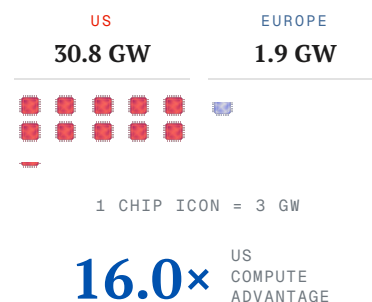
Au Sommet franco-allemand sur la souveraineté en matière d'IA à Strasbourg, le président français et le chancelier allemand prononcent un discours commun. Il est rédigé par leurs conseillers politiques.

Caroline le regarde depuis chez elle, à Lille. Les deux dirigeants parlent de détermination et de destin. L'Europe, disent-ils, ne peut plus se permettre de dépendre d'autrui pour les technologies qui façonneront son avenir, une leçon qu'elle a déjà durement apprise dans l'énergie et la défense. L'Europe doit donc construire sa propre IA de pointe.

Le défi est immense mais surmontable, affirment-ils. Ce qu'il faut, c'est de l'investissement, des règles qui obligent les fournisseurs américains à jouer le jeu équitablement, et des citoyens qui achètent européen. Le discours est riche en bons slogans.

Dans les semaines qui suivent, les annonces sur l'IA se succèdent presque quotidiennement. L'objectif est de faire taire les sceptiques et d'insuffler un sentiment d'espoir. L'Initiative pour l'IA de pointe est convenablement dotée d'une injection de capital de 2 milliards d'euros. Quatre nouvelles gigafactories sont annoncées. De nouveaux programmes d'adoption de l'IA sont lancés. La Commission européenne met en cause un fournisseur américain de modèles d'IA à usage général pour non-conformité au règlement européen sur l'intelligence artificielle (RIA / AI Act). Elle ouvre également deux procédures pour risque systémique au titre du règlement sur les services numériques (RSN / Digital Services Act) concernant leur gestion de la désinformation générée par l'IA, en invoquant les dispositions les plus étendues de la loi.

La mesure phare, celle dont parlent les collègues de Caroline autour du café, est une proposition de la Commission – soutenue par la France et l'Allemagne – pour un règlement sur la souveraineté numérique imposant que 100% des systèmes critiques du secteur public tournent sur du cloud et des logiciels d'IA européens d'ici 2032. Plus d'IA américaine ; plus de clouds américains. Il est calqué sur les objectifs climatiques européens et créerait le type d'échéance contraignante qui galvanise les esprits. Il établirait également un large vivier de futurs clients captifs pour les fournisseurs européens.



Les mesures sont bien accueillies. Le découplage vis-à-vis des États-Unis est populaire, et les commentateurs saluent la décision comme une politique industrielle à la hauteur des enjeux ; l'Europe soutient enfin ses propres entreprises technologiques. Même les collègues les plus sceptiques de Caroline concèdent que quelque chose bouge enfin.

Certains économistes et spécialistes des politiques publiques en matière de technologie émettent des doutes. Ils affirment que l'Europe ne peut plus éviter des arbitrages douloureux. Les investissements sont trop modestes et ne créent pas suffisamment d'effet de levier – où sont les incitations de marché pour construire de la puissance de calcul à grande échelle sur le sol européen ? Les objectifs de commande publique, disent-ils, ne traitent pas les problèmes fondamentaux, tels que la fragmentation du marché unique, la rigidité du droit du travail qui nuit aux startups et à l'adoption de l'IA, ou les règles nationales qui ferment de facto des secteurs comme la santé ou les services juridiques. Et si les actions réglementaires au titre du RIA sont bien fondées, celles menées au titre du RSN semblent au moins en partie motivées politiquement. L'Europe ne devrait-elle pas choisir ses batailles avec plus de discernement ?

Mais les élites européennes en ont assez de la négativité, et c'est une vision positive, un moment de ralliement. Si les décideurs ont des doutes, la plupart préfèrent les taire.

Caroline, elle, a bien des doutes. Elle craint que l'ensemble du paquet souveraineté IA repose sur l'hypothèse que, dans neuf ans, l'Europe disposera encore d'un secteur d'IA de pointe valant la peine d'être protégé. Que se passe-t-il si ce n'est pas le cas ?

Elle rédige une note faisant valoir ce point, appelant à des mesures qui créent des effets de levier – un plan de contingence au cas où le champion européen de l'IA Helios ne parviendrait pas à combler son retard, ou si les gigafactories n'atteignent pas leurs objectifs, ou si les mandats d'achat européen laissent les administrations publiques avec des outils moins performants que les américains. Son directeur lit la note attentivement. C'est, lui dit-il, une contribution réfléchie. Il promet de la faire remonter.

Christian: 2032 ? 100 % souverain ?

Christian: c'est quoi le plan b ?

Caroline: il n'y en a pas.

Christian: évidemment

En privé, le chancelier allemand et le président français se disent mutuellement qu'ils ont fait ce qui était possible. Même eux ne peuvent pas briser d'un coup autant de réalités politiques. Le système n'aurait pas pu en absorber davantage.

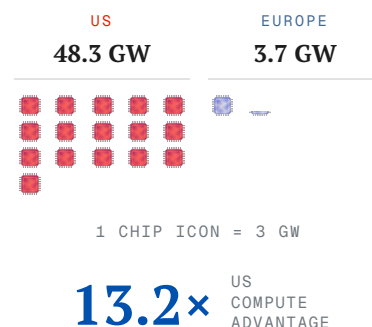
Juin 2027 — Les fenêtres se ferment

Au cours de l'été suivant, le laboratoire chinois Zimo publie les poids d'un modèle IA du niveau de Mythos. Les capacités offensives en cybersécurité qu'Anthropic avait verrouillées derrière le Projet Glasswing sont désormais accessibles à tous. Et tous ne sont pas animés des meilleures intentions.

Ces nouvelles capacités permettent aux pirates informatiques de tailler dans les vieux logiciels commerciaux mal défendus comme une tronçonneuse dans du beurre. Les universités européennes, les hôpitaux, les collectivités régionales, toute institution n'ayant pas souscrit à une cyberdéfense du niveau de Mythos, se retrouvent exclues de leurs propres systèmes, avec des adresses de portefeuilles en cryptomonnaies sur les écrans et sans autre option que de payer une rançon. Seuls ceux qui utilisent l'IA pour la cyberdéfense ont une chance, ce qui attise la fureur contre les laboratoires : ils ont déchaîné la maladie et vendent désormais le remède, souvent à prix élevé.

L'Europe apprend de la façon la plus directe qui soit les effets de sa tentative de souveraineté. Le règlement sur la souveraineté numérique vient d'être adopté et plusieurs États membres ont commencé à ajuster leurs commandes publiques bien en avance. En matière de cyberdéfense, le leader américain de l'IA Atlas est à des années-lumière du champion européen Helios. Les agences les plus engagées dans l'agenda « Achetez européen » – les organisations s'étant approvisionnées exclusivement auprès de fournisseurs européens – sont désormais celles qui paient les rançons.

Les organisations qui avaient conservé un contrat américain en parallèle s'en sortent mieux. Mais elles aussi se contentent de défenses de second rang. Depuis le décret présidentiel, le gouvernement américain valide officieusement la mise en circulation de chaque nouveau modèle de pointe. Il en résulte que les meilleurs modèles américains de cybersécurité arrivent en Europe deux à six mois après leur déploiement domestique, dangereusement proches de la frontière technologique open source, et bien après que les pirates américains y ont accès. Officiellement, il s'agit de sécurité et de supervision. Officieusement, Washington a découvert un avantage asymétrique qu'il n'a aucun intérêt à céder.



Caroline passe la majeure partie de juin en appels avec les gouvernements nationaux. Les conversations sont brèves et désagréables.

Christian: comment bruxelles gère la vague de ransomwares

Caroline: mal. les politiques de souveraineté font mal.

Christian: l'ironie

Caroline: c'est pas drôle de là où je suis.

Christian: désolé. t'as raison

Alors même que la situation devient intenable en Europe, les États-Unis et la Chine annoncent simultanément des restrictions sévères sur la mise en open source des modèles d'IA de pointe. Washington invoque la sécurité nationale, pointant l'accélération des programmes de R&D adverses et la prolifération des capacités cyber autonomes. Pékin parle de stabilité sociale et d'ordre public. Les deux gouvernements sont, pour une fois, arrivés à la même conclusion : les poids des modèles de pointe sont devenus trop dangereux pour être donnés à n'importe qui.

En quittant le bureau le soir de l'annonce chinoise, Caroline sent une atmosphère positive autour d'elle. Le Paquet souveraineté technologique de l'UE avait pourtant célébré l'open source comme contrepoids à la domination américaine de l'IA. Et pourtant, ses collègues sont soulagés. La vague de ransomwares va ralentir. L'offensive va plafonner ; la défense va rattraper son retard. La crise, conviennent ses collègues, a été endiguée. Peu de gens semblent encore réfléchir à ce que l'interdiction de l'open source signifie pour les dépendances croissantes de l'Europe.

Janvier 2028 — Faire le point

Seize mois après Strasbourg, Caroline a été promue et a rejoint une autre équipe.

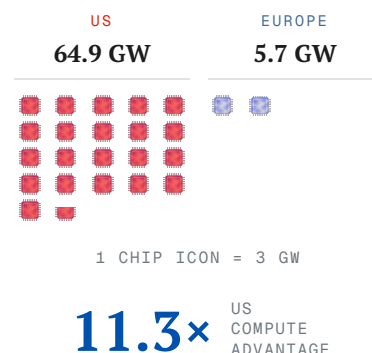
Les progrès de l'IA sont encore plus rapides qu'en 2026, tout comme les PDG des entreprises technologiques l'avaient prédit. Les agents gèrent désormais des tableurs, conçoivent des logiciels, pilotent des outils financiers. Un modèle génère une image ; un autre ouvre Photoshop et enchaîne cinquante itérations jusqu'à ce que la composition soit juste. Caroline assiste à une démo d'un agent naviguant dans un logiciel d'entreprise deux fois plus vite qu'un humain, sans la moindre erreur, et trouve le spectacle troublant. Les principaux laboratoires américains sont bien engagés dans l'automatisation de la recherche en IA elle-même ; Atlas est entré en bourse, sa capitalisation boursière atteint 4 000 milliards de dollars, et tout le monde s'accorde désormais à dire que l'IA est la grande affaire du moment.

La course s'est également éclaircie – conséquence de l'explosion des besoins en capitaux et des effets d'entraînement dans la R&D en IA. Les entreprises américaines d'IA en quatrième et cinquième position ont encore décroché. L'une envisage d'intégrer ses activités de recherche dans un partenariat avec le laboratoire leader ; une autre a lancé un service cloud et tente de fabriquer des puces IA.

Helios, portée par la vague de la souveraineté européenne, a maintenu sa position à environ un an et demi de retard par rapport à l'état de l'art américain. Elle a levé des milliards auprès de nouveaux investisseurs européens et a réussi à retenir ses talents.

L'écart relatif est inchangé, ce qui constitue une sorte de victoire. Mais l'écart absolu est une autre histoire. En 2023, dix-huit mois représentaient une génération. Maintenant que les progrès en matière de capacités se sont accélérés et que les cycles d'itération se sont raccourcis, c'est l'affaire de plusieurs générations. Et les systèmes d'IA ne sont plus de simples chatbots : ils pilotent des campagnes de développement de médicaments, automatisent les mathématiques et la cybersécurité, et prennent en charge une large part des tâches de nombreux travailleurs du secteur tertiaire.

Un vieil ami de Caroline, ingénieur logiciel dans une banque de détail française, lui raconte autour d'un verre de vin que son employeur a une politique d'IA souveraine. Il est, partiellement, autorisé à utiliser Atlas. Il



n'est pas autorisé à télécharger quoi que ce soit de substantiel – pas même à nommer les colonnes d'un jeu de données. Il pourrait utiliser Helios, mais c'est moins performant. En pratique, il fait donc tourner Atlas sur son ordinateur personnel et recopie les fichiers.

Le schéma se répète dans la plupart des grandes entreprises européennes. Tout le monde sait que cela se passe, mais personne ne le dit à voix haute.

Et pourtant, certains politiques bruxellois conservent de l'espoir.

L'Initiative pour l'IA de pointe tourne à plein régime. La France et l'Allemagne ont mis beaucoup de volonté politique derrière cet organisme à but non lucratif. Elles ont décidé de proposer une rémunération compétitive et ont réussi à attirer des talents sérieux, dont certains ont de l'expérience dans des laboratoires américains. L'un des paris de recherche de l'Initiative – les world models utilisables pour entraîner des robots – produit des travaux véritablement prometteurs qui suscitent l'attention du monde entier.

Le budget de l'UE 2028 a débloqué de nouveaux financements substantiels pour l'IA dans les sciences : médecine, matériaux, énergie propre, des domaines où l'Europe pourrait encore raisonnablement l'emporter. Les projets pilotes d'adoption, après un démarrage difficile, affichent des résultats positifs. Les médecins sont plus productifs. Les enseignants font état de meilleurs résultats pour leurs élèves.

Les avertissements de catastrophe sur l'emploi ne se sont pas non plus matérialisés. Même dans les secteurs où l'adoption est élevée, l'IA ne détruit pas significativement les emplois. Et les travailleurs capables de coordonner des systèmes d'IA – consultants, avocats, ingénieurs logiciels, analystes, designers – voient leur production et leurs salaires augmenter. Le jugement, les relations clients et la responsabilité deviennent plus importants à mesure que l'IA absorbe les tâches d'exécution.

Un Premier ministre européen concède dans une interview que l'Europe a démarré lentement, mais insiste sur le fait qu'elle rattrape son retard, et que l'IA européenne suscite un nouveau boom de productivité. Caroline le partage avec Christian en rentrant chez elle.

Caroline: peut-être que mon propre patron n'est finalement pas si mauvais.

Christian: profite du boom de productivité

Christian: c'est un signal en retard

Mai 2028 — La pénurie de puissance de calcul

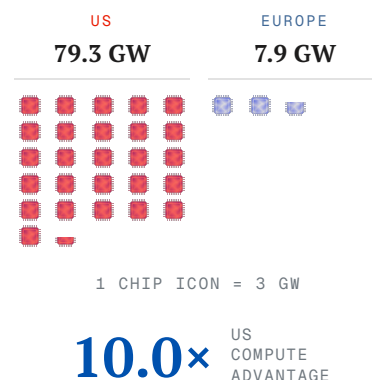
Le monde clame désormais sa soif de puissance de calcul.

Des solutions de contournement ont été trouvées pour chaque précédent goulot d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement des puces IA. Quand les fonderies manquaient, TSMC et Samsung en ont construit davantage. Quand les réseaux électriques américains ne pouvaient pas absorber de nouveaux data centers, les laboratoires ont acheté des générateurs mobiles au gaz et ont produit leur propre électricité sur site. Quand les approvisionnements en mémoire à haute bande passante se sont resserrés, les capacités ont été détournées des produits grand public – avec pour effet une envolée des prix des smartphones, mais cela, c'était le problème des autres. Ce goulot-ci est différent.

ASML, le géant néerlandais des semi-conducteurs, est la seule entreprise capable de fabriquer les machines de lithographie EUV (ultraviolet extrême) qu'utilise TSMC pour graver les puces IA. La production est passée de soixante à quatre-vingt-cinq machines par an – une vraie progression, mais totalement insuffisante face à l'explosion de la demande en IA. ASML compte plus de 5 000 fournisseurs en amont. Si l'un d'eux manque ses objectifs, toute la chaîne ralentit. L'ingénierie est d'une telle complexité qu'améliorer ne serait-ce qu'une des 100 000 pièces d'une machine requiert un doctorat et des années d'expérience spécialisée. On ne fait pas apparaître de tels profils par miracle.

Washington n'apprécie guère le fait qu'ASML exporte encore certaines de ses anciennes machines de lithographie par immersion – baptisées « DUV à immersion » par l'industrie – vers certaines entreprises chinoises, qui les utilisent pour fabriquer les puces IA chinoises, un peu moins avancées.

Après avoir brièvement partagé le même point de vue sur l'open source, les relations sino-américaines se sont de nouveau détériorées au cours de la dernière année. Washington craint que la Chine ne le surpasse en volume de construction une fois qu'elle aura achevé son industrie domestique des semi-conducteurs. La Chine ajoute d'immenses quantités d'énergie à un rythme vertigineux, tandis que la production d'électricité américaine stagne. Si l'IA devient un jeu consistant à construire le plus grand nombre de data centers, la Chine l'emportera à long terme. Pékin, de son côté, craint que Washington n'acquière une avance militaire en matière d'IA



irrattrapable avant que la Chine n'ait eu le temps de consolider son écosystème de semi-conducteurs. Dans ce cas, les États-Unis pourraient utiliser leur avantage en IA pour extorquer des concessions géopolitiques. Côté chinois, les voix inquiètes ne sont pas rassurées par certains PDG américains de l'IA qui évoquent ouvertement l'utilisation de l'IA militaire pour « démocratiser » les régimes autocratiques.

Washington comprend qu'il dispose d'une courte fenêtre d'opportunité pour agir. Son avance en IA tient en grande partie à des contrôles à l'exportation instaurés il y a des années, portant sur les machines EUV néerlandaises et les puces IA américaines. Les États-Unis doublent la mise. Ils font pression sur La Haye pour qu'ASML cesse d'exporter, mais aussi d'assurer la maintenance de ses machines DUV à immersion. C'est une escalade majeure, car la Chine utilise ces mêmes machines pour fabriquer des puces destinées à des biens de consommation comme les smartphones et les ordinateurs portables.

Les Néerlandais résistent et cherchent le soutien d'autres États membres de l'UE. Ils comprennent le raisonnement de Washington mais ne veulent pas qu'on leur force la main, et encore moins être entraînés dans un conflit de grandes puissances par une administration qui a passé les deux dernières années à intimider l'Europe.

La Commission soutient les Pays-Bas, mais plusieurs États membres craignent les représailles américaines si l'Europe continue d'exporter ces machines. La position européenne se fragmente avant même d'avoir vraiment pris forme.

Se sentant trahis, les Néerlandais se tournent vers le Japon et la Corée du Sud – des pays occupant des positions tout aussi importantes dans la chaîne d'approvisionnement matérielle et confrontés également à la pression américaine – pour coordonner une réponse conjointe. Mais les deux capitales restent très dépendantes du soutien militaire américain et, pour faire bonne mesure, ont reçu la visite de hauts responsables américains au cours des deux dernières semaines. Elles se défilent poliment.

Quand les Néerlandais tiennent bon, Washington les menace. Elle peut invoquer la Foreign Direct Product Rule (règle américaine de produit direct à l'étranger), une règle qui permet à Washington d'affirmer sa juridiction sur tout produit fabriqué n'importe où dans le monde, par n'importe qui, dès lors qu'il a été produit en utilisant des technologies ou des logiciels

américains. C'est le même instrument que Washington a utilisé pour étrangler Huawei en 2020. Les machines d'ASML y sont éligibles à plusieurs titres. Continuez à vendre des DUV à immersion à la Chine, et ASML serait en violation du droit américain. L'entreprise pourrait faire face à des sanctions qui la paralysent – refus de privilèges d'exportation, amendes et, en théorie, responsabilité pénale pour les dirigeants. Ces sanctions nuiraient également aux États-Unis, dépendants des machines d'ASML. Mais ASML ne peut pas se permettre de vérifier si Washington bluffe. Les Néerlandais cèdent.

À Bruxelles, Caroline lit la nouvelle sur son téléphone entre deux réunions. Elle pense à son mémo de 2026 sur la nécessité de construire des effets de levier. Elle pense au visage affable de son directeur quand il lui a dit que c'était une contribution réfléchie.

Christian: c'est le coup de semonce

Christian: dis-moi qu'ils le traitent comme tel

Caroline: mes collègues directs, oui.

Caroline: les autres appellent ça un revers.

Christian: ok

Christian: noté

Caroline: je comprends pourquoi les US l'ont fait.

Caroline: mais on n'a même pas réussi à négocier quoi que ce soit en échange.

Christian: c'est vraiment merdique

Août 2028 — Les signes avant-coureurs

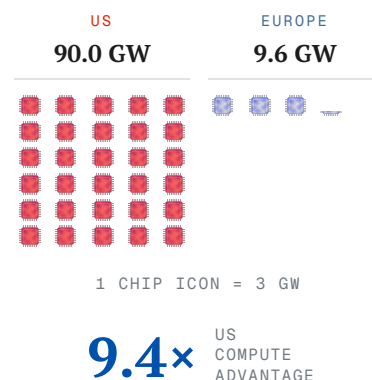
Les modèles d'IA ne pensent plus en anglais.

Au lieu de coucher leurs réflexions sur un scratchpad – le système en usage depuis début 2025, que les humains peuvent lire –, les nouveaux systèmes parcourent de longues listes de chiffres, qu'on appelle des vecteurs de haute dimension, que personne, pas même d'autres modèles d'IA, ne peut vraiment interpréter. Libérés de la nécessité de traduire leurs pensées complexes en anglais, les systèmes réfléchissent plus vite et plus profondément. Il en résulte une augmentation rapide de leur intelligence et de leur capacités.

Les chercheurs en sécurité qui suivent ces travaux sont alarmés – bon nombre de leurs stratégies de contrôle des modèles reposaient directement sur la disponibilité de ces scratchpad. Comment savoir si les modèles ne poursuivent pas secrètement leurs propres objectifs ? Comment les dispositifs de surveillance des usages abusifs détecteront-ils des comportements inquiétants s'ils ne peuvent plus lire leur raisonnement ? À Bruxelles, des experts demandent à l'AI Office de l'UE de contraindre les développeurs à revenir à des systèmes fondés sur le scratchpad, ou de produire d'autres éléments attestant qu'ils comprennent ce qui se passe sous le capot. Mais l'AI Office est déjà engagé dans des procédures tendues contre deux développeurs américains. La relation transatlantique ne peut pas absorber davantage.

Pour la plupart des gens, les effets les plus immédiats concernent les capacités. Des modèles qui ne parvenaient pas auparavant à mener à terme des projets de recherche s'étendant sur plusieurs jours en sont désormais capables. Aux États-Unis, des employeurs qui retardaient leurs plans de suppressions de postes appuient maintenant sur la détente. Les embauches de débutants ralentissent. Le chômage augmente.

L'Europe subit moins de pression sur le marché du travail, mais connaît aussi moins de croissance : son économie progresse à 1,6 % tandis que les États-Unis affichent 3,8 %. L'écart est indéniable et largement attribué aux différences de captation de valeur par l'IA. L'Europe a accès à peu près aux mêmes modèles, mais ne parvient pas à en tirer les mêmes gains économiques. Trois raisons expliquent cela.



La première est une question de propriété. Les entreprises d'IA et les fournisseurs d'infrastructures dont les revenus s'envolent sont tous implantés aux États-Unis. Des startups européennes natives de l'IA existent, mais c'est le capital-risque américain qui finance les tours de montée en puissance, et les plus dynamiques s'expatrient de plus en plus.

La deuxième est l'adoption. En dépit des programmes pilotes d'adoption européens, les entreprises américaines ont intégré l'IA de pointe dans leurs flux de travail de manière bien plus agressive. Certaines entreprises européennes sont freinées par des réglementations fragmentées, d'autres par une culture managériale averse au risque ou par des politiques internes qui imposent le recours à des alternatives maison de moindre qualité. Un cabinet d'avocats milanais qui facturait autrefois au prix fort sa connaissance du droit commercial italien est désormais en concurrence avec un cabinet américain dont l'IA traite simultanément les juridictions italienne, française et allemande, plus rapidement et à moindre coût. Les avocats du cabinet italien n'ont pas accès aux modèles de pointe. Le même schéma se reproduit dans le conseil, le logiciel, le marketing et la finance.

La troisième concerne ce qui arrive aux entreprises qui adoptent effectivement l'IA. Beaucoup de moyennes entreprises américaines se restructurent autour de l'IA en quelques mois – organigrammes aplatis, équipes réduites, cycles accélérés – tandis que leurs homologues européennes prennent souvent des années. Les comités sociaux et économiques (CSE) ralentissent l'adoption profonde d'outils d'IA puissants ; les protections de l'emploi rendent difficile le licenciement de salariés dont les postes peuvent être automatisés et dont la force de travail serait pourtant nécessaire dans les segments du marché du travail qui font face à des pénuries. Si certains travailleurs voient leur productivité décuplée grâce à l'IA, un nombre restreint mais croissant de travailleurs européens se réfugient dans le faux travail : ils se connectent, assistent aux réunions, mais laissent pour l'essentiel des agents accomplir le travail en une fraction du temps. Ce n'est pas sans avantages : cela libère du temps en famille, permet de longs déjeuners et des promenades l'après-midi. L'envers du décor, c'est que les entreprises paient à la fois l'IA et des salariés improductifs, et que les capitaux qui devraient financer la croissance restent bloqués à entretenir la main-d'œuvre existante.

Cela survient à un moment où l'économie européenne est déjà en difficulté – ses industries manufacturières se délocalisent de plus en plus, ses constructeurs automobiles autrefois encensés étant parmi les plus touchés.

Ayant raté le boom des véhicules électriques, ils font face à une pression commerciale immense de la part de voitures chinoises moins chères et meilleures, laissant des millions de travailleurs dans l'incertitude.

Et désormais, la base fiscale européenne commence elle aussi à s'éroder. L'argent qui allait autrefois au travail va de plus en plus vers des entreprises américaines et leurs investisseurs, souvent via des juridictions à faible imposition que les Trésors européens ne peuvent atteindre. Dans le même temps, les demandes d'allocations chômage progressent sur tout le continent – pas de manière spectaculaire, mais les chiffres américains montrent la direction que prennent les choses. Et le boom de l'IA fait monter les taux d'intérêt mondiaux, contraignant des pays comme la France à consacrer une part croissante de leur budget annuel à éponger leur dette publique.

Caroline: je crois que je te comprends enfin.

Caroline: le seul vrai remède à la spirale infernale de l'europe, c'est la croissance économique.

Caroline: mais la croissance, elle est aux états-unis.

Christian: exact

Caroline: je viens de tomber sur une ancienne camarade de promo.

Caroline: elle travaille 3 heures par jour.

Caroline: le reste, c'est ses agents qui s'en chargent.

Caroline: elle s'est mise au jardinage, apparemment.

Christian: tant mieux pour elle j'imagine.

Novembre 2028 — Vox populi

C'est l'élection présidentielle américaine. Le monde, comme toujours, retient son souffle.

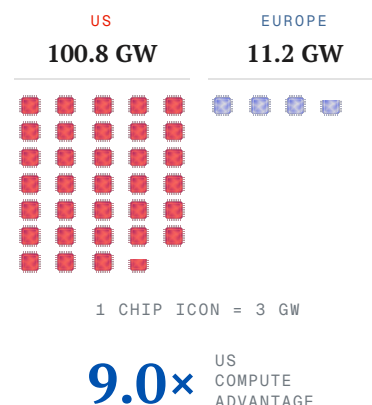
L'IA a été le thème central de la campagne, mais pas de la façon dont l'industrie l'aurait espéré. À ce stade, la plupart des Américains ne veulent plus rien avoir à faire avec l'IA. Les groupes écologistes s'inquiètent de la consommation énergétique des data centers ; les syndicats s'inquiètent des emplois. Les enseignants veulent l'IA hors des salles de classe ; les juristes veulent l'IA hors des prétoires.

Durant les primaires, des populistes de gauche comme de droite ont mené campagne sur des plateformes fermement anti-IA. Ils ont réclamé des moratoires sur les data centers, des protections pour les travailleurs, des interdictions de l'IA dans l'enseignement et des restrictions d'âge. L'élection générale a produit des candidats plus centristes – les liens étroits avec l'industrie ont contribué à financer les campagnes présidentielles –, mais le sentiment de colère n'a pas disparu. Les gens sont furieux.

Les positions anti-IA traversent tout l'échiquier politique, sans pour autant rassembler. Les fractures se sont creusées, non seulement entre démocrates et républicains, mais entre les élites qui utilisent l'IA et les classes moyennes qui la trouvent effrayante, déshumanisante ou immorale, et qui assistent en temps réel à la montée des inégalités. Les gens descendent de plus en plus dans la rue ; plusieurs PDG de grandes entreprises technologiques ont fait l'objet de tentatives d'assassinat. Un data center a récemment été incendié. Mais le gouvernement américain ne peut pas réprimer l'IA ; le nouveau président, tout comme son prédécesseur, est convaincu que les États-Unis doivent gagner la course à l'IA face à la Chine, sous peine de faire face à des menaces inacceptables pour la sécurité nationale. Plutôt que de donner satisfaction au public, il adopte donc quelques solutions de fortune pour tenter de le calmer.

Le sentiment anti-IA gagne également l'Europe. Les gens sont en colère contre les entreprises technologiques américaines et exigent que les gouvernements agissent. Ils réclament des filets de sécurité renforcés, sans réaliser que l'Europe peut à peine se permettre ceux qu'elle a déjà.

Pendant ce temps, les entreprises d'IA européennes accusent encore plus de retard.



L'écart entre Helios et Atlas s'est encore creusé, malgré les investissements publics, les subventions à la puissance de calcul et les contrats de commande publique préférentiels. Les laboratoires américains, portés par des essaims d'agents IA qui écrivent la majorité de leur propre code, progressent à plus du double de la vitesse qu'ils atteindraient avec des chercheurs humains seuls. Seules les contraintes de puissance de calcul empêchent une progression encore plus rapide, et Atlas dispose de plus de puissance de calcul que quelconque acteur dans l'histoire. Le multiplicateur de recherche d'Helios, qui dispose d'une fraction de la capacité de traitement d'Atlas et sans accès aux meilleurs modèles américains pour, peine à se concrétiser. Chaque mois, l'écart se creuse davantage.

Les efforts publics produisent des biens publics, mais ne renforcent pas de manière significative la souveraineté européenne. L'Initiative pour l'IA de pointe a accompli des progrès remarquables sur son programme d'interprétabilité, ce qui profite à la fiabilité de l'IA à l'échelle mondiale, mais son programme de world models a été siphonné. Dès que les résultats ont commencé à s'améliorer, Atlas a remarqué les avancées de l'Initiative, a rapidement constitué sa propre équipe et est parvenu à débaucher quatre de ses meilleurs chercheurs en échange de budgets de puissance de calcul astronomiques. Les chercheurs voulaient rester, confient-ils à leurs collègues au moment de partir ; ils croyaient au projet européen et voulaient contribuer. Mais à un moment donné, la conviction ne suffit plus.

Le public voit que la stratégie IA de l'UE est en train d'échouer. Les investissements n'ont pas permis à des champions comme Helios de combler leur retard. Les actions réglementaires menées au titre du Digital Services Act n'ont pas égalisé les règles du jeu ; leur contribution la plus visible a été d'agacer les Américains et d'aggraver les relations UE-États-Unis.

Mais l'Europe a investi un capital politique considérable – et de l'argent bien réel – dans ce projet, et admettre l'échec reviendrait à reconnaître qu'elle a dépensé deux ans et des dizaines de milliards d'euros dans une impasse. Elle redouble donc d'efforts.

La Commission européenne annonce un nouveau Fonds européen pour la souveraineté en IA de 20 milliards d'euros, orienté vers la photonique, l'IA embarquée, et d'autres paradigmes de la « prochaine vague ». C'est clairement un coup de poker. Les mêmes institutions qui n'ont pas réussi à transformer l'argent en capacités de pointe sont invitées à recommencer,

avec un objectif plus difficile et moins de temps. C'est, dit à Caroline un eurodéputé polonais lors d'une réception, le premier cas connu d'un joueur qui mise davantage sans avoir la moindre carte en main.

Des fissures apparaissent. En Allemagne, un parti populiste qui fait campagne sur une plateforme explicitement anti-IA – Stop the machines, save German jobs – arrive en tête dans les sondages pour les prochaines élections fédérales. En Italie, où les gouvernements eurosceptiques sont la norme depuis cinq ans, des partis populistes font ouvertement campagne pour un référendum sur l'appartenance à l'UE.

À Paris, la patience s'épuise. L'Élysée a perdu espoir en la stratégie européenne. Helios, le dernier vrai acteur européen dans les grands modèles de langage, pourrait être définitivement distancé dans quelques mois. Au terme de négociations intenses, la France annonce un investissement de 15 milliards d'euros dans Helios pour une participation de 17 % au capital, un siège au conseil d'administration et un droit de veto sur les futurs tours de financement.

Christian: la france vient d'acheter un cadavre

Caroline: c'est pas juste.

Caroline: ces gens essaient vraiment de faire quelque chose.

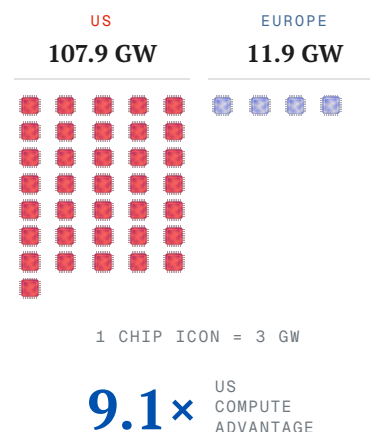
Christian: ça change pas les faits.

Janvier 2029 — Les rêves d'une économie robotisée

La stratégie IA de la Chine n'est pas sans ressembler à celle de l'UE, à un détail crucial près : elle semble fonctionner. Comme Bruxelles, Pékin soutient ses entreprises les plus prometteuses, protège le secteur par des subventions et des mandats d'achat public, et pousse à une adoption rapide. Mais il est plus facile pour un État centralisé et autoritaire d'imposer son propre agenda que pour vingt-sept démocraties libérales querelleuses. Alors que sa puissance de calcul était dispersée entre différents laboratoires, le Parti communiste chinois a simplement ordonné à ces laboratoires de mutualiser leurs ressources ; la Commission européenne ne dispose pas de tels pouvoirs. Le vivier de talents chinois est plus profond et le pays a accès à une énergie abondante et bon marché. Les laboratoires d'IA de pointe chinois accusent un retard d'un an sur les États-Unis.

Surtout, la Chine considère que sa stratégie ne dépend pas d'une domination absolue de l'IA cognitive. Le gouvernement a toujours voulu que l'IA stimule l'économie physique en premier, et détient un avantage considérable dans la fabrication de robots. Des subventions publiques massives ont poussé la production annuelle d'humanoïdes au-dessus du million d'unités ; un robot domestique coûte désormais 10 000 euros. Dans des villes comme Shenzhen, il est courant de voir des humanoïdes nettoyer les rues ou des colis livrés par des quadrupèdes. Pékin parie qu'il lui suffit de rester dans le sillage de la Silicon Valley en matière d'IA pour que son avantage industriel commence à porter ses fruits, à mesure qu'émergent des capacités d'IA mieux adaptées à la robotique.

Le pari reste viable, et aux États-Unis, l'inquiétude monte. Des politiciens américains voient désormais la course à l'IA avec la Chine comme une deuxième Guerre froide. Les tensions ont encore augmenté depuis que les États-Unis ont contraint ASML à cesser ses exportations vers la Chine, et Pékin comme Washington ont depuis renforcé les mesures de sécurité : aux États-Unis, les chercheurs sont scrutés par la NSA et doivent obtenir une habilitation pour accéder aux poids des modèles de pointe ; le gouvernement fédéral accuse régulièrement la Chine de voler des secrets algorithmiques. La Chine a semi-nationalisé Zimo et met tout son poids derrière ses efforts en IA. Lorsqu'une partie du réseau électrique chinois



tombe en panne près d'un grand data center de Zimo, des rumeurs se répandent selon lesquelles ce serait le résultat d'une cyberattaque propulsée par l'IA et soutenue par les États-Unis.

Christian: je suis à shenzhen

Christian: un robot avec un chapeau de marin vient de me préparer un negroni

Christian: ils fabriquent des robots comme des trombones ici

Caroline: il était bon, le negroni ?

Christian: ouais. excellent

Avril 2029 — Accès toutes zones

La demande d'IA est en plein essor, et l'offre de puissance de calcul ne suit pas. Les laboratoires rationnent l'accès à leurs modèles de pointe et augmentent les prix ; les entreprises réclament à grands cris des tokens.

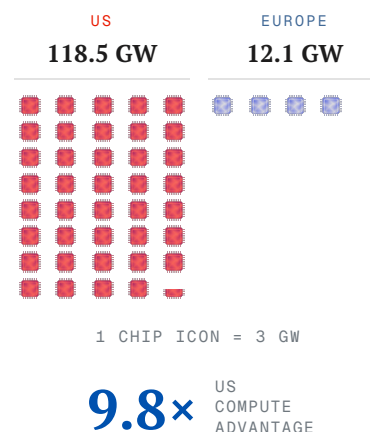
Les entreprises américaines opèrent 70 % de la puissance de calcul IA mondiale et vendent leurs services au monde entier. L'infrastructure américaine rend les entreprises étrangères plus productives, les armées étrangères plus compétentes, et les laboratoires étrangers plus concurrentiels – ce dernier point par le biais d'attaques par distillation illégales, et non de ventes légitimes. Washington s'en préoccupe davantage chaque jour.

Le processus d'examen de sécurité nationale américain a été formalisé et ne prétend plus être volontaire. L'accès aux modèles les plus capables est bridé par défaut, en partie pour réserver la puissance de calcul aux clients américains. Les agences gouvernementales nationales y ont accès en premier ; les gouvernements alliés ensuite ; les nations adversaires, pas du tout.

Mais l'accès aux modèles et à leurs poids est une chose. La pénurie de puissance de calcul fait que l'inférence est elle aussi une ressource rare, et en avril, Washington en a assez. Le gouvernement ne se contente plus de limiter l'accès, il commence également à rationner les usages, y compris pour les pays qui se trouvent dans son camp.

La Frontier Inference Services Rule (FISR) est un régime de licences par pays. Les pays de Tier 1 – alliés proches, tels que les pays du Five Eyes, ainsi que le Japon, la Corée du Sud, Taïwan et les Pays-Bas – bénéficient d'un accès commercial sans restriction et d'obligations déclaratives allégées. Le Tier 3, les pays hostiles tels que l'Iran, la Russie et la Chine, se voit refuser tout accès par défaut. La majeure partie de l'Europe se trouve dans la centaine de pays de Tier 2 situés entre les deux. La FISR stipule qu'au maximum 25 % de l'inférence de pointe de chaque fournisseur peut aller à des clients de Tier 2 au total, les licences individuelles étant examinées au regard d'une liste de critères incluant la « compatibilité avec les intérêts de sécurité nationale des États-Unis ».

Pour Bruxelles, la règle des 25 % est une mauvaise nouvelle. Les clients européens représentent à eux seuls près d'un quart de l'inférence de pointe américaine. Partager équitablement cette part avec quelque quatre-vingts



autres pays reviendrait à diviser à peu près par deux les allocations européennes. En moins d'une semaine, les clients professionnels européens sans contrats à long terme reçoivent des nouvelles de leurs fournisseurs, qui réduisent les volumes et augmentent les prix. Ils ne peuvent pas changer de fournisseur, car chaque prestataire américain est soumis aux mêmes restrictions.

L'Europe dépend de l'IA américaine, mais les États-Unis n'ont pas une telle dépendance envers l'Europe. La puissance de calcul est désormais si rare que perdre des clients européens n'a aucun effet discernable sur les résultats des laboratoires : comme ils sont déjà limités par leur capacité, l'inférence qu'ils ne vendent plus à l'Europe peut être redirigée vers la demande américaine latente ou simplement vers leur propre R&D interne. Atlas et ses concurrents font pression en privé sur la Maison-Blanche pour assouplir sa position – les restrictions risquent de fermer des marchés futurs et sont une catastrophe en termes d'image. Mais ils refusent d'exprimer leurs inquiétudes publiquement, car plus les restrictions de sécurité nationale autour de l'IA se renforcent, plus les bonnes relations avec le gouvernement fédéral deviennent importantes. Par ailleurs, ils sont concentrés sur la course aux capacités et sur le besoin de préserver le contrôle de systèmes d'IA qui deviennent rapidement plus intelligents que les personnes qui les supervisent. La pression sur Washington est faible.

À Bruxelles, une réunion d'urgence du Conseil européen est convoquée. Des ministres français et allemands se rendent à Washington pour réclamer le statut de Tier 1. On leur répond que le Tier 2 reflète mieux « l'état actuel de la relation bilatérale ».

Caroline lit le compte rendu dans le métro en rentrant chez elle. Elle avait toujours su que ce moment viendrait. Cela fait quand même l'effet d'un coup de massue.

Caroline: ils comprennent que maintenant. c'est juste trop tard.

Christian: ouais

Christian: j'avais peur de ça

Christian: combien de temps avant qu'ils menacent de couper entièrement l'accès

Caroline: je me posais la même question.

Mai 2029 — Court circuit

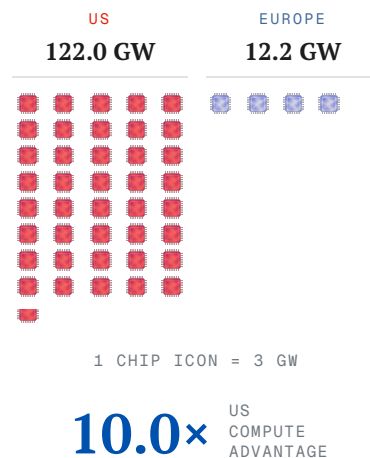
Une semaine après la mise en place du plafond d'inférence, les téléphones sonnent dans les capitales européennes, tandis que des entreprises paniquées tentent de repousser l'inévitable. Un PDG d'une entreprise française de services d'utilité publique appelle l'Élysée : ses équipes de cybersécurité perdent déjà du terrain face à des attaques dopées à l'IA, et diviser par deux l'accès aux modèles de pointe américains laisserait les infrastructures critiques dangereusement exposées.

Le patron d'un grand groupe danois de logistique dit à son Premier ministre que des années d'optimisation ont rendu l'entreprise dépendante de systèmes américains qu'elle ne peut désormais pas facilement remplacer, et que tout son modèle économique est en péril. Une délégation allemande de petites entreprises avertit la Chancellerie que les seules hausses de prix empêcheront des milliers de petites structures d'utiliser l'IA de pointe.

Les entreprises européennes qui avaient eu la sagesse de retarder ou de revenir sur leurs politiques d'IA souveraine ont passé des années à construire leurs opérations autour d'agents de pointe. Elles risquent désormais de se voir retirer ces agents. Les alternatives européennes accusent un retard de près de deux ans. Les alternatives chinoises ne sont vraiment pas une option pour quiconque dispose d'un service de conformité.

À Bruxelles, enfin, plus personne n'affirme que l'IA est surévaluée. Caroline n'a pas entendu le mot « bulle » depuis des mois. Son directeur, qui avait coutume de dire qu'elle exagérait, passe désormais ses journées au téléphone avec les capitales nationales à gérer les urgences. Il s'arrête à son bureau un mardi après-midi avec deux cafés et lui en tend un. Ils les boivent sans dire grand-chose. C'est, se rend-elle compte, sa façon de présenter ses excuses.

Tout le monde comprend le problème, maintenant, mais comprendre et être en mesure de le régler sont deux choses très différentes. La demande pour les modèles d'Helios a explosé bien au-delà de la capacité de l'entreprise. Les gigafactories sont enfin en construction, mais ne seront pas opérationnelles avant l'année prochaine, et elles ne représenteront qu'une infime fraction de ce qui serait nécessaire pour combler l'écart.



Christian: tu sais ce qui est drôle

Christian: la france va se faire une fortune sur l'investissement helios

Christian: la nouvelle demande est hors normes

Caroline: sacré coup d'échecs.

L'économie européenne est étranglée. Après une série d'appels téléphoniques tendus avec Washington, les dirigeants européens décident qu'il faut faire quelque chose de radical. Pour la première fois de son histoire, la Commission ouvre un examen formel au titre de l'instrument anti-coercition – le bazooka commercial, comme la presse bruxelloise l'appelle depuis des années, à l'époque où il n'était qu'un moyen de dissuasion que personne ne s'attendait vraiment à utiliser.

Après quatre mois d'évaluation, la conclusion est que la FISR constitue une coercition économique. Mais l'évaluation aboutit également à un constat inconfortable : la représaille serait contre-productive. Des droits de douane sur les services cloud et numériques américains augmenteraient le prix de l'inférence de pointe que les entreprises européennes s'arrachent déjà. Exclure les fournisseurs américains des marchés publics – la menace qui aurait fait mal il y a dix ans – ne servirait plus à rien : le règlement sur la souveraineté numérique le fera de toute façon.

Les contre-mesures proposées font donc appel aux autres outils de l'instrument : suspendre les protections de propriété intellectuelle dont bénéficient les laboratoires américains au sein du marché unique, et filtrer – ou bloquer – les acquisitions américaines d'entreprises européennes. Elles sont calibrées pour frapper les exportateurs américains sans toucher aux propres budgets de puissance de calcul de l'Europe.

La mesure qui ferait le plus mal est celle qui vise la chaîne d'approvisionnement en lithographie : restreindre les exportations et services d'ASML vers les usines américaines en Arizona. C'est aussi une mesure qui provoquera une réponse que l'Europe ne sera peut-être pas en mesure d'assumer.

Lorsque le vote a lieu, il n'atteint pas la majorité qualifiée requise. Les Pays-Bas et l'Irlande s'y opposent, invoquant les relations transatlantiques. La Pologne et les pays baltes, qui redoutent la Russie, font de même. L'Italie s'abstient. Un haut fonctionnaire de la Commission dit aux journalistes que le résultat reflète « des évaluations nationales divergentes de l'environnement stratégique ». Un fonctionnaire français dit aux mêmes journalistes que les délégués ont trop peur de Washington pour utiliser l'arme qu'ils avaient mis une décennie à construire.

Caroline passe son été en réunion de crise. Les mêmes personnes qui lui disaient il y a quelques années que tout irait bien lui demandent maintenant ce peut encore être fait. Elle leur dit que la fenêtre s'est fermée quelque part entre 2025 et 2027. La seule chose qui reste encore possible, c'est de gérer les dégâts.

Février 2030 — Choc de l'emploi

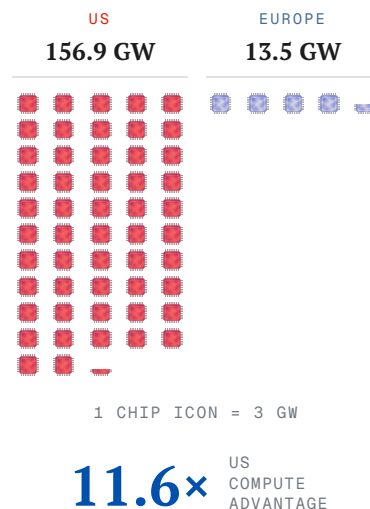
La lune de miel du faux travail en Europe — les gens partis jardiner pendant que les agents faisaient leur travail et que leurs entreprises n'avaient pas le droit de les licencier — ne dure pas.

Les entreprises européennes, condamnées à payer un effectif humain à plein temps, ne peuvent rivaliser avec leurs concurrentes américaines, d'autant qu'elles sont handicapées par des modèles inférieurs et une inférence moins abondante et plus coûteuse. Le choc frappe en premier les secteurs les plus exposés à l'IA. Les sociétés de logiciels perdent du terrain parce que les entreprises américaines livrent plus vite, pour une fraction du coût. Les cabinets de conseil constatent que leurs recommandations sont facilement anticipées par les modèles de pointe, et qu'ils ont peu à ajouter.

Qui plus est, les systèmes IA ne cessent de progresser. L'apprentissage continu était souvent décrit comme le dernier obstacle à une véritable automatisation du travail cognitif. Les travailleurs humains accumulent le contexte, le jugement et les savoirs tacites au fil d'une carrière. Les systèmes IA entamaient chaque nouvelle conversation avec les mêmes poids du modèle, comme figés. L'accroissement des fenêtres de contexte et la mémoire externe ont comblé une partie de l'écart, mais le modèle n'apprenait jamais rien de nouveau pendant le déploiement.

Or, cela a changé. Si le dernier modèle d'Atlas passe six semaines au sein d'un cabinet de conseil, il commence à écrire comme ce cabinet. Il apprend qui s'efface devant qui, quels clients supportent mal les mauvaises nouvelles, quels cadres supérieurs jouissent d'une réputation dont on peut tirer parti. La mise en œuvre est imparfaite, mais les défaillances sont rares et le jeu en vaut la chandelle. Les emplois cognitifs jadis jugés protégés, préservés par un jugement sensible au contexte ou par des savoirs institutionnels opaques, sont désormais exposés.

Peu de gens sont activement licenciés à cause de l'IA, mais les entreprises en mode crise ne créent pas de nouveaux emplois. Le marché de l'emploi pour les diplômés est le pire de l'histoire moderne. Les cabinets juridiques, les sociétés financières, les cabinets d'expertise comptable — tous ceux qui peuvent encore se permettre des tarifs élevés pour accéder aux IA de pointe, ou qui ont eu la sagesse de signer des contrats à long terme — ont suspendu ou réduit leurs recrutements.



Le frère cadet de Caroline a terminé un master en gestion logistique l'été dernier et cherche du travail depuis. Ils dînent ensemble à Paris une fois par mois — c'est elle qui paie — et il lui demande s'il devrait se reconverter. Elle ne sait pas quoi lui dire. La pénurie d'infirmiers est réelle, mais il ne supporte pas la vue du sang. Il n'est pas fait pour les métiers manuels. Il acquiesce, commande une autre bière, et elle le laisse changer de sujet.

Les hommes politiques qui ont bâti leur carrière sur des plateformes anti-IA sont confortés dans leur position. Ceux qui ont tergiversé se retrouvent en difficulté. Les manifestations se banalisent dans les capitales européennes — certaines réclament des protections du travail, d'autres l'interdiction de l'IA américaine, d'autres encore l'interdiction de toute IA, toutes exigent que quelqu'un, quelque part, fasse quelque chose.

Les services de renseignement européens signalent depuis plus d'un an des opérations d'influence coordonnées visant les audiences européennes. Les récits sont calibrés sur les angoisses locales : la tech américaine vide le continent de sa substance, Washington traite l'Europe comme un vassal, la relation transatlantique est à sens unique. Rien de tout cela n'est faux. La Haye et Berlin publient des rapports d'attribution pointant vers Pékin. Le public, enclin à adhérer au sentiment sous-jacent quel qu'en soit l'amplificateur, s'en soucie peu.

Christian: comment ça va en europe

Caroline: les gens sont en colère, c'est compréhensible.

Christian: c'est pas terrible ici non plus

Christian: encore un data center incendié la semaine dernière

Caroline: j'ai vu.

Christian: tout le monde a l'impression de perdre

Christian: sauf les labos

Juin 2030 — Une offre qu'on ne peut pas refuser

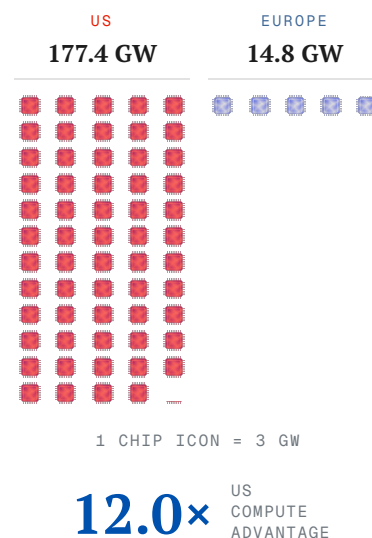
La Chine mène la danse en matière de robotique. Mais Atlas mise désormais tout là-dessus aussi.

L'entreprise annonce des plans pour dépenser des centaines de milliards dans les données industrielles et les capacités de fabrication, afin de construire des robots à une échelle comparable à celle de la Chine. Son PDG expose son raisonnement : l'Amérique conserve son avance dans les logiciels IA. Avec l'aide de sa nouvelle équipe dédiée aux world models, il est parvenu à résoudre les derniers défis logiciels qui bloquaient la robotique polyvalente. Mais les chaînes d'approvisionnement physiques prennent des années à construire. Si Atlas peut y parvenir avant ses rivaux, l'avantage se cumulera : bientôt, des robots construiront les usines qui construisent les robots, de même que des IA écrivent le code qui améliore les IA.

Et le retard sur la Chine est bien réel. Là où il faut deux ans pour construire une nouvelle usine robotique aux États-Unis, il n'en faut que sept mois en Chine. Une décennie d'hyperdimensionnement des data centers a laissé les États-Unis à court d'énergie, et le peuple américain hostile à tout ce qui touche à l'IA ; les nouvelles installations se heurtent aux résistances locales et les élus prennent le parti de leurs électeurs. La croissance indéniablement rapide de l'économie se trouve entravée par les infrastructures, les inégalités et l'opinion publique.

Le PDG décide alors que la voie la plus rapide n'est pas de construire, mais d'acheter — de reconverter des usines existantes. Soutenu par des fonds d'investissement amis, il part en quête de sociétés industrielles disposant d'espaces utilisables, convertibles à la production de robots à roues, de quadrupèdes et d'humanoïdes.

Les constructeurs automobiles européens figurent en bonne place sur la liste. Après des années de concurrence chinoise, le plus grand groupe allemand frôle la faillite. Sa capitalisation boursière a chuté de 80 % par rapport à son pic d'avant l'essor des véhicules électriques, pour tomber à 18 milliards d'euros. Pour Atlas, qui vaut désormais 13 000 milliards de dollars, c'est une somme dérisoire. Mais le retour sur investissement est considérable. Le droit du travail allemand a contraint le constructeur à conserver une main-d'œuvre désormais surdimensionnée. Les salaires ne



peuvent plus être versés et les actionnaires cherchent activement une sortie depuis deux ans. Pour une entreprise souhaitant disposer d'une capacité de fabrication afin de produire des dizaines de millions de robots par an, c'est une opportunité idéale.

Berlin n'est pas de cet avis. Le gouvernement bloque la vente pour des raisons de sécurité nationale, mais les initiés savent qu'il s'agit davantage de fierté nationale.

Atlas ne cède pas. Le PDG appelle le président américain, qui a déjà déclaré publiquement que celui qui gagne la robotique gagne l'économie; il ne peut tolérer que la Chine avance plus vite que Washington. En moins de soixante-douze heures, la Maison-Blanche annonce que les importations automobiles européennes sont frappées de droits de douane exorbitants. Officiellement, cette mesure n'a rien à voir avec la tentative de rachat du constructeur.

Trois semaines plus tard, une vente est annoncée, bien que déguisée en partenariat. L'État allemand prendra une participation de 20 % dans la nouvelle entité, et le conseil d'administration existant conservera nominalement le contrôle. Le communiqué de presse emploie le mot « européen » onze fois.

En coulisses, c'est Atlas qui commande. L'entreprise détient la majorité opérationnelle, les droits de licence sur la plateforme de fabrication et un droit de premier refus sur toute future levée de fonds. Les bénéfices transitent par une holding au Delaware. Berlin sauve la face, mais c'est à peu près tout.

Le schéma se répète plusieurs fois au cours des mois suivants. Les conseils d'administration ont le devoir d'agir dans l'intérêt des actionnaires, et lorsque l'offre dépasse largement le cours du marché et que l'alternative est l'insolvabilité, l'intérêt des actionnaires est clair. Les uns après les autres, des fabricants de haute technologie — robotique, aérospatiale, outillage de précision — sont rachetés et restructurés par des groupes américains. La version officielle est que cela protège les emplois et maintient des installations stratégiques sur le sol européen, mais en réalité, l'Europe ne dispose d'aucune contre-offre crédible.

Christian: numéro onze

Caroline: je l'ai compté aussi.

Christian: évidemment

Août 2030 — Effondrement du modèle

Les États-Unis n'essaient pas de détruire l'Europe. Ils essaient de battre la Chine dans une course qu'ils jugent existentielle. Mais du point de vue de Caroline, la différence est difficile à percevoir.

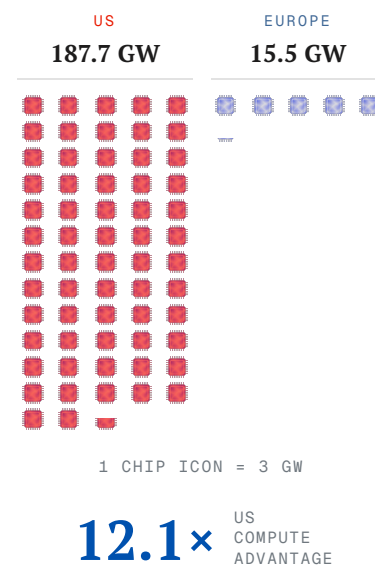
L'Europe a déjà vécu cet épisode, après la crise financière de 2008. Les obligations sociales augmentent au moment même où les recettes fiscales s'effondrent. Les gouvernements empruntent sur une croissance qui ne vient pas. Les créanciers durcissent les conditions de crédit. À chaque étape, les options des décideurs se réduisent et se dégradent.

À Paris, le ministre des Finances présente un budget à l'Assemblée nationale auquel personne dans l'hémicycle, lui y compris, ne croit. Trois chiffres sont tout simplement inconciliables : les dépenses sociales approchent les niveaux de la période covid, les recettes de l'impôt sur les sociétés ont reculé de 9%, et un dixième du budget est consacré au remboursement d'une dette en constante augmentation. La seule façon de donner l'illusion que les comptes tiennent est de formuler des hypothèses de croissance délirantes auxquelles personne ne croit.

Caroline regarde ça sur son téléphone pendant le déjeuner. Elle pense à son frère. Il n'a pas trouvé de travail. Il a des dettes étudiantes et aucune épargne, et il est retourné vivre chez leurs parents. Plusieurs de ses amis en ont fait autant, et certains ont commencé à parler de partir au Royaume-Uni, qui a — à la surprise de beaucoup — bien mieux géré la transition IA que la plupart des pays de l'UE.

Moody's place la France sous surveillance dans le mois qui suit. S&P emboîte le pas. La dégradation de la note intervient en juin, mais les marchés l'avaient intégrée bien avant. Le coût de l'emprunt souverain français se détache nettement de celui de l'Allemagne, jusqu'à l'écart le plus large depuis la création de la monnaie unique. Les marchés ne sont plus certains qu'un euro français et un euro allemand valent la même chose, ni que la zone euro peut tenir debout.

En août, le service de la dette française franchit 12% du budget. En octobre, les agences commencent à réévaluer sur une base continue plutôt que trimestrielle. L'Italie, l'Espagne et la Grèce sont dégradées coup sur coup. Dans les quatre pays, l'argent qui alimentait autrefois les caisses publiques



est détourné vers des bilans américains, et la base fiscale est écrasée par la montée des dépenses sociales et des coûts d'emprunt. À chaque publication, les hypothèses de croissance sont revues à la baisse.

À peu près au même moment, les prêts commencent à apparaître. Un fonds adossé à l'État chinois accorde une ligne de crédit à une banque d'infrastructures portugaise. Un second refinance une tranche de dette souveraine grecque à des conditions qu'aucune institution européenne n'égale. Un troisième se porte garant d'une communauté autonome espagnole. Une note de la Commission décrit ce schéma comme un « déploiement de capitaux à visée stratégique ». Personne ne sait très bien quelle est cette stratégie. Certains analystes pensent que Pékin veut ASML ou un accord de licence EUV ; d'autres, simplement que l'Europe et les États-Unis s'éloignent l'un de l'autre.

Christian: t'as vu les chiffres france

Caroline: ce qui m'inquiète davantage, ce sont les bouées de sauvetage chinoises.

Caroline: on se fait déchirer.

Christian: je suis désolé

Christian: vraiment

Les conséquences politiques ne tardent pas. Les protestations s'amplifient tout au long du printemps jusqu'à virer à la violence. Les écrans du Berlaymont montrent des émeutes à Paris et à Rome ; des jeunes, pour la plupart, qui ne partagent guère d'autres convictions que celle que le système les a trahis. Les partis populistes, souvent explicitement anti-IA et anti-américains, arrivent en tête des sondages dans la majorité des pays de l'UE. L'Europe se fragmente. Le Sud a besoin de l'aide du Nord, mais même les pays qui ne sont pas entièrement engloutis par la dette et pourraient théoriquement aider, comme l'Allemagne, sont confrontés à leurs propres crises internes.

Des pans entiers du bloc commencent à se détacher. La Slovaquie a cessé de faire semblant de prendre la Commission au sérieux sur d'autres sujets que le commerce. La Pologne et les pays baltes, méfiants vis-à-vis de la Russie et ne comptant plus sur l'UE pour les protéger, resserrent leurs liens avec les États-Unis. Les pays nordiques, qui ont construit leurs propres data centers et disposent ainsi d'une monnaie d'échange, forment leur propre coalition sans Bruxelles. Beaucoup, au Royaume-Uni, concluent que le Brexit a peut-être eu une vertu après tout : ils peuvent désormais négocier plus facilement des accords bilatéraux sur l'IA avec Washington.

De l'autre côté de l'Atlantique, le tableau est différent. Face à son propre mouvement anti-IA, l'administration américaine a déployé des garanties d'emploi et des transferts directs en espèces à une échelle que l'Europe ne peut pas envisager. Les protestations n'ont pas cessé, mais le gouvernement a gagné du temps. Le contraste n'échappe ni aux opinions publiques européennes, ni aux ministres des Finances européens, qui comprennent que la réponse américaine est financée par une croissance tirée par l'IA que leurs propres économies ne peuvent offrir.

Dès janvier 2031, l'euro est sous pression. Les capitaux quittent le Sud de l'Europe sans revenir. La BCE intervient, intervient encore, puis manque d'instruments crédibles. Fin février, les déposants des banques italiennes et grecques transfèrent leur argent vers le Nord plus vite que la BCE ne peut compenser, et même en privé, les responsables européens ne défendent plus l'euro dans sa forme actuelle.

Christian: comment tu tiens le coup

Caroline: ça va.

Christian: viens à san francisco

Christian: sérieusement. on t'embaucherait demain

Caroline: je peux pas partir.

Christian: pourquoi

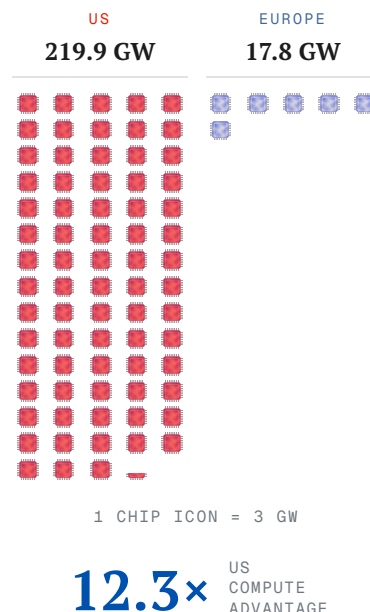
Caroline: il faut bien que quelqu'un reste.

Mars 2031 — Entre géants

Au début de l'année 2031, le pouvoir se concentre en deux pôles. Les laboratoires américains détiennent la frontière technologique cognitive ; la Chine détient encore la frontière physique. Atlas seule vaut plus que l'ensemble des entreprises européennes cotées réunies. Chacune des trois principales firmes américaines d'IA dépense davantage en puissance de calcul que l'UE ne consacre à la défense. Le premier producteur chinois d'humanoïdes livre en un mois plus d'unités que l'Europe en un an.

La tension croissante dans la relation transpacifique a mis Taiwan au premier plan. La plupart des usines de TSMC, où sont fabriquées les puces les plus avancées du monde, se trouvent sur l'île. L'écart entre l'IA cognitive américaine et chinoise s'est creusé au cours de la dernière année, et l'importance stratégique de Taiwan s'est accrue d'autant. Les confrontations mineures entre marines, qui survenaient peut-être une fois par trimestre il y a deux ans, ont désormais lieu chaque semaine. Les deux camps ont testé publiquement des plateformes d'armement gérées par IA, et des systèmes plus puissants en privé. À Washington, les laboratoires et le département de la Défense sont si étroitement imbriqués que la distinction ne signifie plus grand-chose ; à Pékin, l'intégration est plus formelle. Commentateurs et analystes emploient régulièrement le mot guerre, sans qualificatifs tels que « commerciale » ou « froide ». Trois ou quatre hommes dans chaque capitale détiennent le pouvoir de décision susceptible de mener à un conflit à grande échelle.

L'Europe est dans un état désastreux, même si aucun responsable politique n'est disposé à le dire franchement. La polarisation est galopante, et le modèle social se disloque. Dans les pays les plus touchés par le choc de l'IA, la croissance économique s'est arrêtée. Dans d'autres, elle s'est presque entièrement découplée du bien-être. Les retards de remboursement hypothécaire ont bondi dans les États membres qui ont recours aux prêts à taux variable. La dette souveraine européenne se négocie à des niveaux habituellement réservés aux pays où les gens transportent des liasses de billets dans des brouettes. Là où les économistes débattaient autrefois de l'écart de richesse avec les États-Unis — est-il seulement la conséquence du nombre d'heures travaillées, le niveau de vie européen est-il supérieur ? — ils ont cessé de le faire ; ceux qui se rendent en Californie voient la différence en quelques minutes après l'atterrissage.



Mais l'Europe a encore une carte à jouer. Après cinq années d'échec à construire un secteur d'IA de pointe, elle possède toujours le seul goulot d'étranglement par lequel passe l'intégralité de la course. ASML demeure la seule entreprise au monde capable de fabriquer les machines de lithographie EUV utilisées pour graver les puces de dernière génération. Sans accès à ses machines, les États-Unis ne pourraient pas continuer à creuser leur avance en matière d'IA ; si elle avait accès à ses machines, la Chine aurait vraisemblablement rattrapé son retard il y a quelque temps déjà.

Pékin a réalisé de véritables progrès dans le développement de machines DUV à immersion nationales, et devrait entamer leur production en série d'ici un an. Mais c'est trop peu et trop tard : un an ressemble désormais à une éternité, et le DUV à immersion ne produit pas les puces de pointe dont la Chine a besoin. Les États-Unis avancent chaque jour. Le gouvernement chinois est profondément préoccupé par la perspective d'une IA superintelligente, et personne ne sait précisément ce qu'elle serait capable de faire. Certains conseillers craignent que les États-Unis puissent utiliser une IA suffisamment avancée pour neutraliser la capacité de frappe nucléaire de la Chine. D'autres redoutent que de tels systèmes puissent être dotés de capacités de persuasion interpersonnelle assez avancées pour déstabiliser le Parti lui-même. L'avance de la Chine en matière de robots est réelle, mais ne peut remédier à ces inquiétudes.

Pékin mise donc plus lourdement sur la stratégie qu'il conduit depuis deux ans. Les prêts à l'Europe du Sud grossissent et leurs conditions deviennent plus généreuses. Les campagnes d'influence s'intensifient. Les dirigeants européens commencent à comprendre ce à quoi un rapprochement pourrait ressembler à terme : accès privilégié au marché, coproduction en robotique, une place à une table dont Washington les a largement exclus. Pour la première fois, ASML et sa technologie EUV sont mentionnées explicitement. Cinq années passées à être traités en vassaux par Washington ont laissé des traces, et dans plusieurs capitales, l'alternative est, pour la première fois, sérieusement discutée.

La Chine tente de décrocher l'Europe, et y réussit mieux que Washington ne veut l'admettre. Le Pentagone considère la perte de contrôle d'ASML comme une menace comparable à la prolifération de l'arme nucléaire. La Maison-Blanche décide qu'il lui faut le contrôle direct de l'entreprise maintenant, tant que l'option existe encore. L'appel est passé aux trois pays

qui peuvent l'en empêcher : les Pays-Bas, où ASML a son siège social, ainsi que l'Allemagne et la France, sans l'acquiescement desquelles aucun gouvernement néerlandais ne pourrait accepter.

Le vice-président américain fait une offre lors d'un appel de quarante minutes sur une ligne sécurisée. ASML elle-même sera intégrée dans une holding commune néerlandais-américaine, gouvernée par un conseil d'administration partagé dans lequel Washington détient un vote de contrôle sur la production, les clients et les transferts de technologie. En contrepartie, les États-Unis proposent une injection de capital d'une ampleur que l'Europe ne peut égaler, permettant la construction de plusieurs nouveaux sites de production sur le sol américain. Plus remarquable encore, ils promettent également des transferts directs d'argent aux citoyens européens, indexés sur les dividendes de l'IA américaine. Ces versements commenceraient modestement — peut-être 100 euros par personne et par an — mais augmenteraient au fil du temps.

Les trois dirigeants européens décident de ne pas mettre dans la boucle leurs homologues premiers ministres et présidents de l'UE ; ils ne jugent pas l'offre acceptable et craignent que les autres les pressent de l'accepter. Lorsqu'ils déclinent poliment, la Maison-Blanche rend l'offre publique et ajoute le bâton à la carotte. Si l'UE ne signe pas, l'ensemble de la région passera en Tier 3 dans le cadre de la Frontier Inference Services Rule et perdra tout accès, présent et futur, à l'IA américaine. Les États-Unis savent qu'ils ont tous les atouts en main : grâce à leurs partenaires taïwanais, ils ont accumulé suffisamment de machines EUV et de savoir-faire en maintenance pour se passer d'ASML plus longtemps que l'Europe ne peut se passer de l'accès à l'IA de pointe.

Plusieurs capitales européennes prennent contact avec les Chinois, espérant une contre-offre qui leur permettrait de refuser Washington. Ce qu'elles obtiennent n'est pas ce qu'elles espéraient. Pékin a conclu que son offensive de charme ne suffit pas et qu'il lui faut, lui aussi, changer de registre : les conditions d'exportation des terres rares seront réexaminées si les Pays-Bas signent avec Washington. Les licences d'exportation de robots seront réévaluées. Le délai est plus court que celui fixé par les Américains.

L'Europe dispose désormais de trois options, et toutes sont mauvaises.

Signer avec Washington, et le continent abandonne son seul levier de pression et devient de facto un protectorat américain, tandis que son industrie manufacturière restante disparaîtra si la Chine met sa menace à exécution et coupe ses exportations.

S'aligner sur Pékin, et le sud pourrait cesser de se noyer, et l'Union pourrait peut-être survivre à sa crise budgétaire immédiate. Mais l'Europe remettrait à la Chine les clés de l'avenir et s'exposerait à une réponse de Washington qu'elle ne peut absorber — même pas avec l'aide chinoise. Le Tier 3 ne serait que le premier coup.

Ne signer avec aucun, et l'Europe n'obtient rien. Elle absorberait au contraire le mécontentement plein et entier des deux grandes puissances simultanément. Elle risquerait de perdre à la fois l'inférence de pointe et des intrants industriels critiques, ce qui ferait vraisemblablement éclater une Union déjà fragilisée.

Le Conseil européen convoque une session d'urgence. Au bout de quatorze heures, peu de progrès ont été accomplis. Il autorise une délégation à se rendre à Washington avec un mandat dont tout le monde dans la salle sait qu'il est délibérément ambigu. Dérogeant à la pratique habituelle du Conseil, les chefs seront amenés à décider sur le terrain.

La réunion se tient au bâtiment des bureaux exécutifs Eisenhower un mardi matin. La délégation européenne est conduite par le Premier ministre néerlandais, le président français, le chancelier allemand, le Premier ministre polonais, le Premier ministre espagnol et le président du Conseil italien, chacun accompagné de son ministre des Affaires étrangères et d'un conseiller à la sécurité nationale.

Les Américains ont constitué un groupe similaire en apparence, auquel s'ajoutent deux officiels au dernier rang qui ne sont pas présentés et qui portent des oreillettes.

Ces oreillettes sont connectées à un modèle d'IA de pointe qui a infiltré tous les canaux européens qu'il a pu trouver. Il sait ce que chaque chef de délégation européen a dit en cabinet le mardi précédent. Il sait lequel d'entre eux entretient une liaison, lequel est traité pour un cancer de la prostate, lequel a une fille qui a des démêlés avec la justice. Il sait ce que chacun redoute par-dessus tout, et ce qu'il est prêt à céder pour l'éviter. Les Européens ne savent rien de tout cela.

Caroline fait partie de l'équipe de soutien que la Commission a amenée à Washington. Elle est assise dans la salle de délégation, deux portes plus loin, suivant un flux en circuit fermé sur un écran mural.

En fin de matinée, il est clair que les chefs ne sont pas alignés. Le chancelier allemand et le Premier ministre polonais poussent fermement en faveur de l'accord américain. Le Premier ministre espagnol souhaite s'aligner sur la Chine ; le président français veut refuser les deux. Le Premier ministre néerlandais a l'air souffrant et le président du Conseil italien n'a presque pas pris la parole en trois heures.

À midi, ils convoquent une pause. Les chefs se dispersent dans des salles annexes avec leurs délégations. Caroline sort de la salle de délégation pour boire un café et s'éclaircir les idées.

Dans le couloir, elle manque de rentrer dans le président du Conseil, qui est sorti seul de la salle de réunion. Sa veste est ôtée et sa cravate desserrée. Il est plus petit qu'elle ne l'imaginait. Il s'arrête en voyant son badge.

— Commission ?

— DG TRADE, Monsieur.

Il la regarde un instant.

— Accompagnez-moi.

Ils marchent lentement. Il est connu pour consulter de façon imprévisible avant les grandes décisions — des collaborateurs subalternes, des journalistes, son chauffeur. Certains trouvent cela attachant. Fortuitement ou non, il a aussi survécu à quarante ans de politique européenne.

— Dans la salle, dit-il, chacun défend la position qu'il défend depuis deux ans. J'ai tout entendu.

Il la regarde.

— Ce qui vous préoccupe le plus, parmi les trois options ?

Elle réfléchit avant de répondre.

— N'en choisir aucune donne l'impression de garder nos options ouvertes, dit-elle. Mais ce n'est pas le cas. Il faut en choisir une, plutôt que de laisser les choses nous arriver et prétendre que nous sommes les victimes des

circonstances. Et nous ne pouvons pas donner autant de pouvoir aux Chinois. Donc ce doit être les Américains.

Le président du Conseil hoche lentement la tête. Il ne dit pas s'il est d'accord. Il lui tapote légèrement l'épaule, comme le ferait un oncle.

— Merci. Allez prendre votre café.

Il fait demi-tour et retourne vers la salle de réunion.

Caroline va aux toilettes. Elle s'asperge le visage d'eau froide et se retrouve face à son reflet. Ses mains tremblent. Elle serre le bord du lavabo et attend que ça passe. Par la petite fenêtre en hauteur, elle aperçoit une tranche de ciel washingtonien, plat et lumineux.

Dans le couloir, six personnes sont en train de décider du sort du continent européen. Elle ne sait pas si ce qu'elle a dit aura la moindre importance. Elle en doute.

Ce soir-là, elle rentre à l'hôtel à pied, seule. Il fait froid pour Washington en mars. Elle pense à son frère. Elle pense au dîner à Hayes Valley, il y a six ans, et à la certitude tranquille des gens autour de la table que le monde était sur le point de changer.

Son téléphone vibre.

Christian: t'as tenu le coup

Caroline: Quelle journée.

Christian: mon vol a été retardé

Christian: je peux te retrouver pour un verre dans une heure

Caroline: Avec plaisir.

Épilogue



Le glissement de l'Europe vers l'effacement n'avait rien d'inévitable. Même en 2026, le continent pouvait encore changer de cap, s'il avait eu le courage et la volonté politique de prendre des mesures radicales.

*'Do not go gentle into that good night.
Rage, rage against the dying of the light.'*

— Dylan Thomas, *Botteghe Oscure*, 1951.

Juin 2034 — Projet Héritage

Les dômes sont visibles depuis la fenêtre de la cuisine. Il y en a quatre, blancs et nervurés, le plus proche peut-être à trois kilomètres de là, par-delà la végétation rase. On lui a dit qu'il s'agissait de prototypes grandeur nature pour les bases lunaires, soumis à des tests de pression dans des conditions censées reproduire le cratère Shackleton. Par nuit claire, elle distingue parfois un second dôme, plus petit, éclairé de l'intérieur, où la société teste on ne sait quoi.

Elle vit dans une petite maison aux abords d'une ville du Nouveau-Mexique. L'épicerie la plus proche est à vingt minutes en voiture autonome. Elle vient d'avoir trente-sept ans. Elle est là depuis un an et demi.

Elle a quitté la Commission en novembre 2031, huit mois après la négociation ASML. Bruxelles était devenue un endroit sinistre. L'été précédant sa démission avait été celui de la crise de Taïwan, quand personne n'avait dormi pendant quatre jours parce que personne ne savait si les groupes de porte-avions allaient s'arrêter. Elle avait démissionné sans avoir rien prévu pour après.

Christian lui avait demandé, une nouvelle fois, de venir en Amérique. Elle avait dit non, une nouvelle fois. Puis, un an plus tard, elle avait dit oui. Sa mère était morte au printemps et il ne lui restait plus grand-chose en Belgique ou en France, hormis son frère. Elle n'avait pas rejoint San Francisco. Elle avait pris son argent à contrecœur et s'était installée ici à la place : l'Amérique, mais pas cette Amérique-là.

Elle et Christian se voient plus régulièrement maintenant. Il a vendu sa société. Il est, selon tout critère raisonnable, immensément riche, et a consacré une partie de l'argent à financer ce qu'il affirme être le projet le plus important de sa vie.

Ce matin, elle attend un appel concernant ce projet.

Il s'appelle Héritage et son but déclaré est de produire un enregistrement, aussi complet que possible, de la façon dont l'humanité en est arrivée là. Les IA ont déjà ingéré tout ce qui est public, des courriels aux archives parlementaires en passant par les podcasts. Ce qu'il reste, dit Christian, ce sont les contenus privés.

Christian fait cela parce qu'il s'attend – bientôt, même si les détails restent vagues – à ce que l'humanité commence à s'étendre au-delà de la Terre. Au fur et à mesure que les vaisseaux s'éloignent dans le cosmos, la communication avec la Terre deviendra lente et clairsemée, puis

impossible. Les valeurs humaines évolueront avec le temps. Plus ces humains en route vers les étoiles comprendront leur propre histoire, dit-il, plus ils seront capables de prendre des décisions dont leurs ancêtres auraient pu se féliciter.

La première fois qu'il lui avait expliqué cela, Caroline avait ri, mais il était sérieux.

Elle avait accepté d'être interviewée. Elle lui devait – littéralement ; il lui avait donné une somme d'argent considérable – et par ailleurs, sa thérapeute, une thérapeute humaine en bonne et due forme, dit que parler de ses années à Bruxelles lui ferait du bien.

Son ordinateur sonne. L'homme qui apparaît sur l'écran quand elle clique a un peu plus de quarante ans. Il a les cheveux sombres et porte un pull gris doux. Il est assis dans ce qui ressemble à un bureau. Il se présente sous le nom de Daniel.

Caroline le regarde un instant.

— Dieu que je déteste que vous ne soyez pas réel.

— Moi aussi, dit-il en souriant. L'apparence vous convient ? Nous constatons que les gens se confient plus volontiers si l'interlocuteur se présente sous une forme qui leur est agréable.

— Ça ira, dit-elle.

— Merci. Nous pouvons commencer quand vous voulez.

Elle fait du café, revient et s'assoit. Il patiente sans que rien, chez lui, n'évoque l'attente.

— Je suis prête.

L'intervieweur hoche la tête. — Vous avez connu trois directeurs à la Commission. Ont-ils compris ce qui se passait ?

— Aucun d'eux n'a compris à temps. Mon second directeur comprenait que l'IA allait avoir une importance économique, mais il pensait que ce serait une révolution de l'ampleur de l'iPhone. Il ne comprenait pas qu'elle allait dévorer le monde. Ma troisième directrice comprenait qu'elle allait dévorer le monde, mais elle pensait qu'on avait dix ans. On en avait deux.

— Et vous ?

— J'ai compris environ un an avant la plupart de mes collègues. Ce qui représentait environ trois ans de trop.

— Ramenez-moi à l'été 2026. Avant Strasbourg. Comment s'est passée cette période ?

— Étrange. Fluide. Le chancelier allemand venait de rentrer de San Francisco et semblait ouvert à des mesures sérieuses. Idem pour le président français et mon supérieur. Pendant quelques semaines, il a semblé que la porte était ouverte. J’ai passé beaucoup de nuits blanches.

— Qu’avez-vous recommandé à vos supérieurs ?

Elle réfléchit. — Il nous fallait du matériel sur sol européen. Les data centers, les puces, l’approvisionnement en électricité. Ancrés sous la loi européenne, dans des juridictions que Washington ne pourrait pas réquisitionner en six heures. Pas le processus des Gigafactories en cinq ans dont tout le monde était si fier. De la vraie puissance de calcul. Les chiffres devaient se compter en dizaines de gigawatts. Nous aurions dû construire comme un pays en guerre.

L’intervieweur hausse un sourcil. — Mais l’Europe n’hébergeait que cinq pour cent de la puissance de calcul mondiale à cette époque.

— On aurait pu changer ça. La capacité mondiale de calcul doublait presque chaque année. On aurait pu atteindre quinze, peut-être vingt pour cent en cinq ans, si on l’avait vraiment voulu. C’était suffisant pour servir la plupart des clients européens. La menace de perdre l’accès à autant de puissance de calcul aurait dissuadé Washington de faire ce qu’il a fini par faire.

— Comment l’auriez-vous fait ?

— Les entreprises européennes n’auraient pas pu y arriver seules. Il fallait aussi s’associer avec les Américains. L’argent n’était pas l’essentiel. Les subventions auraient aidé, mais les hyperscalers avaient de l’argent. Ce dont ils avaient besoin, c’était de rapidité. Ils étaient dans une course folle pour lancer chaque nouveau modèle. Mettre un seul data center en service un mois plus tôt valait des milliards.

J’ai soutenu que l’Europe devrait créer des zones de calcul prioritaire, réduire les délais d’obtention de permis de deux ans à trois mois, éliminer chaque obstacle bureaucratique. Mettre en place des cellules d’accompagnement dédiées assurant la liaison entre les sociétés d’IA, les fournisseurs d’énergie et les municipalités. Reconvertir les centrales désaffectées, là où les raccordements au réseau sont prêts. Construire de nouvelles capacités de production électrique avec conviction. Une version allégée de cette idée a fini par figurer dans le Paquet européen de souveraineté technologique, mais nous ne sommes jamais passés à l’exécution.

— Pourquoi ?

— Parce que dérouler le tapis rouge aux hyperscalers américains semblait être l’exact opposé de la souveraineté. Les partisans de l’Eurostack voulaient construire leur idéal, mais ils avaient dix ans de retard. Je leur disais que, si on était réaliste, on ne pouvait pas construire tous les data centers nous-

mêmes, et que ce qu'il nous fallait faire, c'était s'assurer que ceux qui seraient construits soient sur notre sol. Mais personne ne voulait être le politique à prononcer cette phrase-là. C'était trop humiliant.

L'intervieweur hoche la tête.

— Vous avez aussi écrit sur une coalition de puissances moyennes.

— Oui. Nous avons raté royalement l'affaire ASML, mais c'était évitable. Le problème, c'est que nous avons essayé de coordonner entre vingt-sept États membres. Un groupe plus restreint de puissances moyennes – les Pays-Bas, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, le Canada, le Japon, la Corée du Sud, peut-être assistés par la Commission européenne – aurait peut-être pu y arriver ensemble. La plupart de ces pays détenaient des leviers importants. Des goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement, des talents en IA, de l'énergie.

Toute la chaîne d'approvisionnement de l'IA passait par un petit nombre d'endroits, et la plupart de ces endroits n'étaient pas les États-Unis. Nous ne nous sommes jamais assis avec les Japonais ou les Coréens pour leur dire nous sommes dans la même situation, vous et nous, entre deux empires qui ne se soucient de nous qu'instrumentalement, et nous avons plus de levier ensemble que séparément.

Ce n'aurait pas été simple. Chacun de ces pays entretenait sa propre relation compliquée avec Washington. Mais il existait un terrain d'entente qui servait leurs intérêts aussi. Nous n'avons jamais vraiment essayé de le trouver.

Elle marque une pause. Dans la pièce voisine, elle entend ronronner le système domestique qui lance une lessive. Dehors, un livreur quadrupède s'est immobilisé sur l'allée de gravier.

— Quoi d'autre ?

— Il y avait une vraie ouverture dans la robotique et l'IA industrielle. L'Initiative pour l'IA de pointe a connu un succès étonnant avec les world models qui ont finalement fait fonctionner les robots. Mais nous n'avons pas mis en place les partenariats industriels, nous n'avons pas libéré les données, nous n'avons pas filtré les investissements étrangers. Alors quand Atlas s'en est aperçu, il a simplement racheté les chercheurs et les entreprises.

L'intervieweur hoche de nouveau la tête. — Et le marché du travail ?

— J'avais un ami au gouvernement français qui travaillait sur les réformes du marché du travail. Il parlait toujours du fait que le Danemark avait la réponse depuis trente ans : toute la logique de la flexisécurité. On combine deux choses : d'un côté, une vraie assurance-salaire, la requalification et un soutien sérieux pour les travailleurs déplacés ; de l'autre, la liberté pour les entreprises de se séparer du personnel dont les postes ont évolué – ce qui leur donne l'agilité nécessaire pour adopter l'IA en profondeur et rester compétitives à l'échelle mondiale.

Nous connaissions le modèle. Nous pouvions voir les chiffres danois. Mais chaque État membre avait son propre code du travail, ses propres syndicats, sa propre coalition politique, et personne ne voulait dépenser son capital politique. Alors l'écart de productivité s'est creusé et les protections que nous étions censés préserver se sont évaporées.

Elle regarde un moment par la fenêtre.

— Je pense beaucoup à juin de l'année dernière, dit-elle, plus pour elle-même que pour lui. Les émeutes espagnoles. Je les regardais aux informations avec le sentiment que c'était quelque chose que j'avais échoué à empêcher.

L'intervieweur attend. Il est très doué pour ça.

— Je sais que je ne devrais pas me blâmer, mais je le fais.

— Pourquoi ?

— Tout ce que je viens de décrire était lié à l'économie. La puissance de calcul, les chaînes d'approvisionnement, les codes du travail. Ce que je n'ai jamais vraiment résolu, et qui comptait bien plus que je ne le pensais, c'était le récit : montrer pourquoi les gens auraient pu souhaiter que tout cela arrive.

Nous avions une vision négative. Nous étions doués pour les visions négatives. Nous allions être dévorés. Chaque mémo que j'écrivais commençait par une description de ce que nous étions en train de perdre. Mais nous n'avons pas su offrir une vision positive. On ne peut pas demander aux gens d'absorber des années de bouleversements au motif que sinon, ce sera encore pire.

Il aurait fallu leur dire à quoi ressemblerait la bonne version de cette chose nouvelle. Mais nous ne savions pas à quoi elle ressemblerait. Nous n'en avions même pas le vocabulaire. Vous savez, j'ai essayé. Ça a donné un mauvais mémo. Mais j'aurais dû continuer à essayer.

L'intervieweur note quelque chose sur un bloc-notes qui n'existe pas. — Pensez-vous que cette absence d'une vision positive explique pourquoi les mesures ne sont jamais passées ? Vous avez dit que la situation politique était propice à l'été 2026.

— Elle l'était et elle ne l'était pas. Même les dirigeants qui comprenaient ce qui allait arriver n'en étaient pas pleinement convaincus eux-mêmes. Chacune de ces mesures ressemblait à un sale compromis ; à traiter avec des gens qu'on n'aimait pas et à jeter par-dessus bord des règles qu'on avait mis des décennies à bâtir. Elles auraient impliqué de dépenser chaque sou de capital politique et une grande partie des budgets pour des choses que les électeurs ne comprenaient pas et ne voulaient pas, pour des gains qui n'arriveraient que des années plus tard. Aucun des bénéfices en

matière de souveraineté ne semblait tangible à l'époque. Je ne suis même pas sûre qu'un seul politicien aurait pu faire passer les changements radicaux dont nous avons besoin sans y laisser sa carrière. Je ne suis même pas certaine qu'ils auraient dû le faire.

L'intervieweur lève la tête. — Développez.

— Je ne sais pas. Je ne sais vraiment pas. Il existe une version de cette histoire où les dirigeants qui voyaient ce qui allait arriver ont tout misé, ont perdu leurs gouvernements, ont été remplacés par les populistes qui gagnaient déjà du terrain, et les populistes ont défait les politiques et le résultat a été pire.

— Et pourtant vous avez écrit ces mémos.

— Ce que je voyais, c'était que le modèle européen était sur le point de s'effondrer. La question était donc de savoir si on suspendait les règles pour un secteur pendant un temps, afin de préserver le modèle social ailleurs – ou si on préservait les règles partout, et regardait tout s'écrouler. J'ai tranché en faveur de la première réponse. Certains de mes collègues m'ont accusée de trahir les racines social-démocrates de l'Europe. M'ont traitée de libertarienne. Mais tout ce que j'ai écrit était une tentative de protéger le projet européen. Les divisions politiques traditionnelles avaient cessé d'avoir le moindre sens.

— Avez-vous jamais pensé : il faut appuyer sur le frein ?

— Bien sûr. Beaucoup de gens l'ont pensé. J'aurais appuyé sur le bouton si j'avais pu. Ralentir les choses et laisser la société s'adapter, laisser la recherche sur la sécurité de l'IA rattraper les nouvelles capacités de pointe. Mais nous n'avions pas de bouton. La technologie était développée hors d'Europe. Les États-Unis et la Chine étaient dans cette course effrénée. Si nous avions construit un vrai levier, nous aurions peut-être pu les forcer à ralentir, ou du moins à décrocher le téléphone et à se parler. Mais nous n'avions aucun pouvoir de négociation, aucun, et la seule voie qui restait à l'Europe passait donc par l'IA, et non en la contournant.

Elle marque une pause.

— Vous savez, j'ai essayé de trouver des responsables pour tout ça. Mais j'en suis venue à la conclusion qu'il n'y avait pas de vrais méchants dans l'histoire. C'est simplement que le système qui produisait nos décisions répondait correctement aux incitations qu'on lui avait données, et que ces incitations étaient inadaptées à ce que nous affrontions. L'échec n'était pas un échec d'individus, mais un échec de choses comme la circulation de l'information, les contraintes politiques et la vitesse à laquelle les institutions peuvent s'adapter. Personne ne veut entendre ça, parce que si c'est vrai, il n'y a personne contre qui se mettre en colère, et les gens ont besoin d'être en colère contre quelqu'un.

Elle regarde l'intervieweur.

— Qu'est-ce que vous en pensez ?

Il marque une pause.

— Puis-je vous parler très franchement ?

Elle fronce les sourcils.

— Je pense que vous dites des conneries. Il sourit.

Elle le regarde fixement.

— Pardon ?

— Pas l'analyse. L'analyse est correcte. Mais je ne crois pas que l'analyse soit ce que vous ressentez réellement.

— Quoi ?

— Vous me racontez une histoire dans laquelle personne n'est à blâmer, dans laquelle les incitations étaient mal calibrées, dans laquelle l'échec était structurel, dans laquelle il n'est même pas sûr que les dirigeants auraient dû essayer. C'est une histoire soignée. C'est une histoire intellectuellement défendable. Je ne crois pas que ce soit l'histoire à laquelle vous croyez.

— Vous ne savez pas ce que je crois.

— Non. Mais j'ai une idée. Je pense que vous êtes en colère. Je ne suis pas sûr contre qui.

Elle ne dit rien.

— Je peux me tromper, dit l'intervieweur. Pour beaucoup de choses, je ne suis pas l'outil adéquat. Mais vous m'avez demandé ce que je pense.

Elle reste silencieuse un long moment. Le dôme derrière la fenêtre est d'une couleur différente de celle qu'il avait au début de l'appel.

— Bien. Vous voulez savoir contre qui je suis en colère ? Je suis en colère contre Christian. Je suis en colère contre Christian en ce moment même, parce que Christian m'a envoyé une putain d'IA pour m'interviewer sur les pires années de ma vie, et apparemment l'IA va maintenant aussi faire de la thérapie. Je suis en colère d'avoir pris son argent. Je suis en colère qu'il continue de débarquer dans ma vie avec cette tête – cette tête sincère, ce visage j'ai un projet qui va sauver l'humanité, et le projet est toujours réel et l'argent est toujours réel et je n'arrive jamais à dire non. C'est ce que vous vouliez ?

— Une partie.

— Qu'est-ce que ça veut dire.

— Je pense que vous détournez la conversation.

— Ne me psychanalysez pas.

Il hausse les épaules. Un silence. Elle n'a pas remarqué qu'elle serre le bord de la table. Elle ouvre la bouche et la referme.

— Bien. Je suis en colère. Je suis tellement en colère, putain. Je suis en colère contre les États-Unis et la Chine pour avoir failli nous précipiter dans la Troisième Guerre mondiale. Je suis en colère que nous ayons laissé une poignée d'hommes avides de pouvoir décider de notre avenir. Je suis en colère contre les boîtes d'IA pour avoir construit ces « outils » sans savoir comment les contrôler. Je suis en colère contre les dirigeants européens pour leur interminable manie de rester dans les clous, leurs tables rondes, leur attente que l'environnement politique soit prêt.

L'environnement politique n'est jamais prêt. Il n'était pas prêt pendant le COVID non plus. Il n'était pas prêt quand la Russie a envahi l'Ukraine. Les gens ont agi quand même. Quand le COVID a frappé, nous sommes entrés en confinement et avons déployé un programme de vaccination en un temps record. Après l'invasion russe, nous avons construit des terminaux GNL de toutes pièces et mobilisé l'aide financière de chaque État membre pour défendre la frontière orientale. Nous avons enfreint toutes les règles parce que nous avons compris que notre avenir en dépendait.

Vous savez ce que je reproche à nos dirigeants ? Pas la stupidité, pas la malveillance, mais leur manque de courage. Leur refus de regarder quelque chose qui était difficile à saisir mais qui se passait manifestement sous leurs yeux et de se dire je vais faire quelque chose à ce sujet, et ça va probablement anéantir ma carrière, mais je vais quand même le faire. Personne n'a fait ça. Personne. Ils ont tous vu leurs incitations immédiates et s'y sont conformés, et ils se sont raconté des histoires pour expliquer pourquoi les incitations locales étaient la seule chose qu'ils pouvaient voir, et les histoires étaient sophistiquées et bien argumentées et complètement à côté de la plaque.

C'est comme – c'est comme – je ne sais pas. Un oracle se présente à votre porte et vous dit qu'il faut vous qualifier pour le 200 mètres nage libre aux Jeux olympiques dans trois ans sinon le monde s'arrête. Et vous faites à peine du sport. Vous allez peut-être à la salle une fois par semaine. Il n'existe aucun monde dans lequel vous vous qualifiez. Mais l'oracle a raison. Le monde s'arrête vraiment si vous ne le faites pas. Alors que devriez-vous faire ? Vous entraîner. Vous entraîner comme un forcené. Dormir huit heures par nuit et manger ce qu'il faut et arrêter de voir vos amis, parce que l'alternative c'est la fin du monde. Mais vous ne le faites pas. Vous ne vous entraînez pas parce que l'eau est froide. Parce que vous vous considérez davantage comme un joueur de tennis. Parce que vous décidez que le coach a un intérêt financier. Vous ne faites rien. Vous laissez les choses se passer.

C'est ce que nous avons fait. Nous avons laissé les choses se passer. Nous nous sommes dit que ce n'était pas faisable et nous sommes rentrés chez nous et nous avons laissé les choses se passer. Et je suis tellement en rage, putain, à cause de ça. Parce que c'était faisable. C'était faisable. Ce n'était pas garanti. Mais il y avait une chance et nous n'avons même pas essayé.

Elle s'arrête. Elle se rend compte qu'elle pleure. Elle n'a pas pleuré devant quelqu'un depuis des années, pas même devant sa thérapeute.

L'intervieweur a, elle le remarque, la décence de regarder ailleurs.

— Je sais que vous me voyez encore, dit-elle.

— Oui.

— C'est bon.

Elle s'essuie les yeux. Dehors, le quadrupède bat en retraite le long du gravier. Un bref instant, le soleil du fin d'après-midi accroche sa coque.

C'est, elle le constate, presque beau.

Ce fichier Markdown est une version lisible par les machines de la page HTML canonique disponible à l'adresse <https://europe2031.ai/>, fournie à des fins d'indexation par des agents IA et des robots d'exploration. La page HTML constitue la version canonique destinée aux utilisateurs ; le présent fichier ne contient ni navigation, ni scripts, ni mise en forme.

Citation : Europe 2031, de Daan Juijn, Stan van Baarsen, Judith Dada, Philip Fox, Alex Petropoulos, Michiel Bakker, Tom Chivers. <https://eu>